

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 9, DIM. 10, LUNDI 11 SEPTEMBRE 1978 - N° 744 Commission paritaire N°56 942 Tel. 636.73.76 2, 00 F.

Téhéran

LE PEUPLE AFFRONTÉ L'ARMÉE

● *Après la manifestation monstre de jeudi, le Chah ordonne la loi martiale et le couvre-feu*

● *Vendredi matin, premières fusillades dans la capitale : des dizaines de morts.*

En page 2, notre document :
lettre d'Abadan,
d'un jeune appelé iranien.



A Téhéran lundi : dans la puissante manifestation, les femmes étaient présentes en masse.



Il y a 2 ans, mourait le camarade Mao Tsé-toung

Son œuvre et sa pensée restent vivantes



COUR EUROPÉENNE

Légalisation des écoutes téléphoniques

C'est une véritable légalisation des écoutes téléphoniques et de la surveillance du courrier, que la Cour européenne des Droits de l'Homme, institution créée en 1959 par les pays d'Europe occidentale, vient de décider. La Cour a en effet rejeté à l'unanimité la plainte déposée par cinq juristes allemands contre une loi de la RFA qui permet une surveillance secrète du courrier et du téléphone, sans obligation d'informer «l'intéressé». Cette décision, cautionnant une législation en vigueur en Allemagne, apporte aussi une couverture et un encouragement à des pratiques dont les différentes bourgeoisies européennes, dont la française, ne se privent pas. Elle illustre de façon inquiétante ce qu'il faut entendre selon Giscard, par «espace judiciaire européen».

Lire en page 12

Autopsie d'un crime raciste

Deux jeunes Algériens ont échappé de peu à la mort dans un bal du samedi soir, dans un petit village de l'Oise. L'un d'eux est aujourd'hui mutilé à vie. Nous avons enquêté sur ce crime dans une région où certains encouragent le racisme.

Voir page 9

Grève au Modern-Palace : derrière les tentures

Le luxe d'un trois étoiles d'un côté, le sordide des locaux réservés au personnel de l'autre. La grève des employés du Modern Palace a permis aux femmes de ménage de faire connaître leurs conditions de travail, là où les locataires sont des rats.

Voir page 8

Procès Sonacotra : solidarité avec les résidents

Tout l'été, les résidents des foyers Sonacotra se sont mobilisés lors des procès intentés par la société contre les grévistes des loyers. En ce début septembre, de nouvelles poursuites sont engagées, et un certain nombre de jugements doivent être rendus. Pour favoriser le soutien, nous publions en page 9 les dates et le lieu de chaque jugement.

Voir page 9

Fête de l'Humanité : Après la défaite...

Voir page 3

LOI MARTIALE ET COUVRE-FEU DÉCRÉTÉS DANS TOUT L'IRAN

●Vendredi matin, la première fusillade a éclaté entre des groupes de manifestants et l'armée iranienne. En vertu de la loi martiale instaurée par le Shah jeudi 7 au soir sur tout le territoire iranien pour 6 mois, les soldats ont pris position dans toute la capitale pour empêcher les rassemblements prévus pour vendredi.

L'instauration de la loi martiale et le couvre-feu sont la réponse du Shah à la plus importante manifestation jamais vue en Iran. Malgré l'annonce faite par le Shah, à la veille de cette manifestation, que la police «disperserait toutes les manifestations non autorisées», et que les autorités religieuses de Qom et Téhéran aient retiré leur appel à la manifestation de jeudi, le rassemblement de Téhéran a mobilisé la population de la ville pendant 10 heures. L'armée qui se tenait sur le parcours du cortège, mitrailleuses pointées, n'a pas tiré. Parmi les soldats appelés par la population à rejoindre la manifestation, et à ne pas tirer, certains faisaient des signes favorables aux manifestants.

Cette manifestation traduisait une profonde volonté populaire, pour laquelle des centaines de milliers de personnes n'hésiteraient pas à défilier malgré le quadrillage militaire et policier: la volonté que le Shah soit renversé. «Mort au Shah» «Mort à la dynastie Pahlévi» «Mort aux Améri-

cains» «Nous poursuivrons jusqu'à la mort du Shah», scandaient notamment les manifestants selon les informations des agences de presse. La loi martiale et le couvre-feu sont la dernière «réponse» que le Shah vient de trouver. Mais comment pourrait-il étouffer une révolte aussi profonde? Tentera-t-il de l'écraser dans le sang? Solidement organisés, les manifestants d'hier ont montré qu'ils ne se laissent pas aisément intimider.

L'Ayatollah Khomeini, le grand chef religieux patriote, a appelé de son côté le peuple iranien à poursuivre la lutte par des grèves et des manifestations: «L'heure est décisive a-t-il déclaré. Ou bien le peuple iranien réussira à chasser le Shah, ou bien il se brisera sous les bottes des tortionnaires». S'adressant aux soldats pour les remercier de n'avoir pas tiré lors de la manifestation de lundi il leur a «demandé leur aide pour sauvegarder l'indépendance du pays et pour le libérer du joug de l'opresseur». L'appel de Khomeini sera-t-il entendu? En tout cas, il semble constituer le ciment et le symbole des manifestations qui se déroulent avec son portrait brandi par des milliers de mains.

La situation est telle qu'un dénouement politique peut être imminent. Dans les antichambres du Shah on s'agite beaucoup. Les Etats-Unis lui auraient enjoint de remplacer son premier ministre, et

seraient prêts à cautionner un coup d'Etat militaire. L'opposition officielle paraît désarmée. Le Front National a rejeté quant à lui l'appel au «Front uni» du parti pro-soviétique «toudeh»: «Une alliance avec le Toudeh qui est un appendice d'un pouvoir étranger est impensable».

Si le Shah n'a que la répression à offrir, une grande incertitude subsiste en ce qui concerne le programme de Khomeini. Celui-ci a annoncé «Après la disparition du régime (du Shah) nous présenterons notre programme inspiré des grandes idées progressistes de l'Islam». Comment ce programme répond-il aux aspirations populaires? De quels moyens dispose Khomeini pour garantir l'indépendance du pays qui, dit-il, lui est chère face aux super-puissances? Quelles forces exactes lui permettraient de prendre le pouvoir et de faire appliquer ce programme? Quelle est l'attitude de l'armée à l'égard de ce programme? Les réponses à ces questions sur lesquelles nous reviendrons dans les prochains jours, scelleront le destin de l'Iran, enjeu considérable pour les grandes puissances, et notamment les deux super-puissances, américaine et soviétique, qui entendent bien s'opposer à la volonté d'indépendance du peuple iranien telle qu'il l'exprime avec force aujourd'hui.

«Les flics refusaient d'ouvrir le cinéma...»

Beaucoup de jeunes étaient brûlés en position assise...»

«CE QUE J'AI VU A ABADAN»

Lettre à un ami d'un jeune appelé iranien

Dans la soirée du 19 août, l'incendie du cinéma Rex à Abadan, capitale pétrolière de l'Iran, faisait des centaines de victimes! Immédiatement, le régime du Shah essayait d'en faire porter la responsabilité à l'opposition, au mouvement populaire, pour le discréditer. Tout indique que l'attentat contre le cinéma n'a été qu'une provocation soigneusement montée par les tenants du régime, qui se trouvait placé face à un isolement croissant.

L'attentat venait à point nommé pour tenter de jeter le trouble dans la population et essayer de justifier l'aggravation de la répression, se manifestant notamment par l'application de la loi martiale dans les principales villes du pays, au lendemain de l'insurrection du 12 août à Ispahan.

Donner un coup d'arrêt au mouvement populaire, exploiter la peur créée par les pertes en vies humaines à Abadan, assimiler la lutte des masses à un terrorisme aveugle, tel était le calcul fait en montant la provocation du cinéma Rex.

Mais, ce calcul du régime s'est révélé faux. Après 48 heures de stupeur et de deuil, le peuple iranien a riposté par de nouvelles manifestations depuis fin août.

Les circonstances mêmes de l'incendie du cinéma Rex, telles qu'elles ont commencé à être établies, et telles que les relate la lettre ci-dessous, sont assez éloquentes pour démontrer son caractère provocateur. Lorsque des cinémas ont été attaqués par des manifestants, c'était en tant que symboles de la culture impérialiste (exemple des cinémas pornographiques), et jamais ils ne l'avaient été lorsque des spectateurs étaient à l'intérieur. De plus, le cinéma Rex était un cinéma modeste se trouvant dans le quartier du bazar, fréquenté par une clientèle populaire, et les films qui y étaient projetés ne faisaient généralement pas partie de ces symboles

d'une culture décadente visée notamment par les manifestants populaires.

Les faits tels qu'ils sont relatés par le témoignage ci-dessous, que les étudiants iraniens nous ont transmis, sont éloquentes sur les méthodes employées contre le mouvement populaire. L'auteur de la lettre, dont nous publions des extraits, est un jeune appelé de l'armée iranienne qui était en permission à Abadan le 19 août, et s'appretait à rejoindre Téhéran.

(...) Trois jours se sont écoulés maintenant depuis cet événement tragique du cinéma Rex. Dans une demi-heure environ, je pars pour Téhéran, car ma permission est terminée. Je t'écris parce que j'étais sur place quand le cinéma a pris feu. J'ai tout vu, de 10 heures du soir à 7 heures du matin.

J'étais en ville avec un camarade quand nous avons appris la nouvelle. Nous sommes accourus au cinéma Rex et, tout de suite, nous avons aperçu la fumée qui montait. Comme on nous a dit que des gens se trouvaient à l'intérieur, nous avons couru pour pénétrer dans la salle. Mais soudain, plusieurs agents nous ont bloqués et ont fermé la sortie principale du cinéma. Quelqu'un a voulu forcer la porte du cinéma, mais les agents, l'en ont empêché. Ali, tu sais à quel point les gens sont prêts à se sacrifier; si on nous avait laissés y aller, si on ne nous avait pas empêchés à coups de matraques, il y aurait eu tout au plus 100 ou 200 morts, et les autres auraient été sauvés.

Juste avant que nous arrivions devant la porte du cinéma, huit hommes avaient réussi à sortir par la porte principale. Trois d'entre eux y sont aussitôt retournés pour sauver leurs femmes et leurs enfants. Mais alors ils se sont aperçus que les portes avaient été refermées derrière eux.



Après l'incendie du cinéma Rex à Abadan, les familles des victimes manifestent.

Alors, ils frappent aux portes, mais ils ont beau frapper, les agents refusent d'ouvrir. Les gens qui étaient dehors s'attaquent aux portes en faisant sauter les verrous avec une grande barre de fer. A ce moment-là, quinze personnes se sont jetées à l'extérieur. L'un de ces spectateurs est rentré dans le cinéma en criant «Sortez tous!». Mais alors, plusieurs flics se sont précipités sur la porte de derrière et l'ont cadenassée avec des menottes.

Cher Ali, l'odeur de la chair brûlée empestait l'avenue. Malgré cela, les gens s'en prenaient aux flics et voulaient courir au secours des spectateurs emprisonnés. Mais les flics les empêchaient de passer à coups de matraques. Puis, ils ont fait venir la troupe, mitrailleuses au poing, et crois-moi, Ali, si on avait voulu avancer, ils n'auraient pas hésité à tirer.

Enfin, une heure après, tu m'entends bien, une heure après! —une voiture de pompiers est arrivée et les gens ont trouvé une échelle pour monter éteindre le feu. Mais on s'est aperçu que cette voiture n'avait même pas d'eau — à Abadan (1) c'est un comble! On en avait les larmes aux yeux. Alors qu'à

l'intérieur des gens brûlaient, ces salauds ne foutaient rien. Vingt minutes plus tard, une deuxième voiture arrivait — dans l'intervalle on n'avait rien fait —. Et les robinets, de cette deuxième voiture étaient bloqués! Voilà ce que j'ai vu de mes propres yeux.

Après deux heures ou plus, la voiture des pompiers de la compagnie de pétrole est arrivée, alors que le feu était presque éteint. Puis le préfet de police qui avait donné l'ordre de ne pas ouvrir les portes est venu, celui-là même qui avait donné l'ordre de tuer 300 de nos compatriotes (2) et qui était monté du grade de lieutenant-colonel à celui de général. Il a fait occuper l'avenue par des soldats avec des mitrailleuses.

Nous avons attendu jusqu'à trois heures du matin. Aucun agent n'avait le courage de pénétrer dans le cinéma pour retirer les cadavres. Ceux qui essayaient avaient des nausées. Finalement, je suis entré dans la salle avec plusieurs autres jeunes. Comment te décrire ce que j'ai vu, Ali. Tu ne peux pas t'imaginer... Il y avait un millier de corps calcinés. Les journaux ont parlé de 300 ou 700, mais ils mentent. On avait vendu 830 billets, sans compter ceux qui restaient de la séance précédente...

Il fallait sortir les corps de mille personnes, des jeunes de moins de 25 ans (sauf 3) la plupart avaient été brûlés en position assise. Ce qui est tout de même très étonnant. En effet, si c'était vraiment des «saboteurs» qui avaient effectivement mis le feu au cinéma, tous ces jeunes, dans la force de l'âge qui étaient capables de grimper sur les murs ne seraient tout de même pas restés immobiles sur leurs sièges. A part l'entrée principale, toutes les autres portes n'auraient même pas résisté à un seul coup de pied. Comment se fait-il qu'un millier de jeunes n'ont pu en venir à bout?

N'est-ce pas qu'ils ont été cloués sur place par des gaz anesthésiants injectés par les tuyaux de conditionnement d'air, avant d'être brûlés? Plusieurs mères ont brûlé avec leurs enfants à leurs côtés. D'autres qui avaient pu résister aux gaz sont tombés les uns sur les autres.

Lettre transmise par l'UEIF (CISNU)

(1): Abadan est un centre pétrolier doté d'importants moyens de lutte contre l'incendie.

(2): Il était responsable de la répression à Qom en janvier et avait été muté depuis à Abadan.

La fête de l'*Huma* samedi et dimanche

LA FÊTE QUI SUIVIT LA DÉFAITE

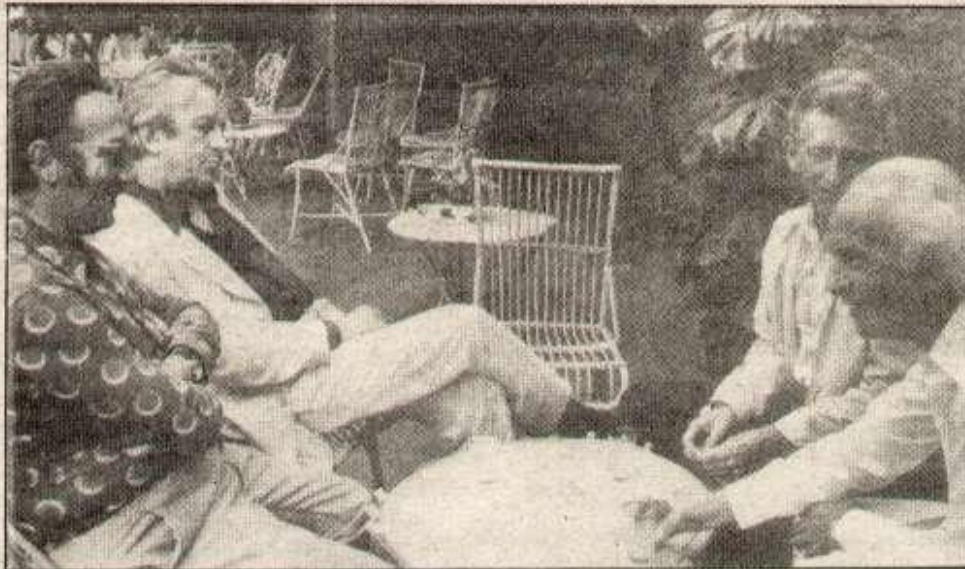
● Samedi et dimanche, l'actualité sera consacrée à la fête de l'*Humanité*. Parce que traditionnellement le PCF fait de cette manifestation une démonstration de force, mais aussi parce que cette année la fête s'inscrit dans un cadre politique nouveau. La défaite de la gauche, l'échec du PCF dans sa tentative de mettre les pieds dans l'appareil d'État, la très profonde crise interne qui le secoue depuis

avril, autant de faits politiques qui planeront sur les deux jours de rassemblement à la Courneuve. Plus que le discours politique lui-même, qui n'innovera pas, il faudra prêter attention au nombre de personnes présentes à la Courneuve, et à la manière dont le débat va — ou ne va pas — s'engager entre la direction et les contestataires.

Chaque année, la fête de l'*Huma* est axée autour d'un thème précis. En 1977, il s'agissait des régions. C'était l'époque où le PCF, espérant parvenir au pouvoir, cherchait à rallier à lui les mouvements de lutte « marginaux », les mouvements régionalistes en l'occurrence. Clin d'œil évident aux écologistes, le thème de la fête 78, annoncé en janvier, est « la qualité de la vie ». On en est resté là. Avec cette seule nuance que l'écologie n'est plus aujourd'hui pour la direction du PCF un thème à la mode, et qu'elle a d'autres chats à fouetter. Alors on ne sait plus trop bien aujourd'hui autour de quelle idée centrale est organisée la fête. Hormis les affiches, conçues avant mars, on ne trouve guère de trace du thème initial de la qualité de la vie. On entend des secrétaires fédéraux expliquer que le week-end sera consacré à un « rassemblement de lutte », sans plus de précision. On entend Marchais dire que « ce sera une fête politique », sans que le contenu soit explicité.

COMMENT RÉPONDRE AUX CONTESTATAIRES

En fait, c'est bien sous



Un « souriant débat » : Elleinstein, Althusser, Leroy, Aragon. C'était en 1976, à la fête de l'*Humanité*.

le signe de la crise interne au PCF qu'est placé le rassemblement de cette année. Les preuves ne manquent pas. C'est pour répondre aux contestataires que la direction du PCF vient de sortir deux livres d'importance : « *Le PCF tel qu'il est* » de Paul Laurent et « *L'URSS et nous* », sous la signature collective de cinq intellectuels. Le premier de ces livres est censé répondre aux interrogations des militants sur le fonctionnement interne du

PCF, le second aux questions multiples sur la nature de l'URSS. La mise en vente du livre de Laurent, mis sous presse en juillet, a été retardée jusqu'à la fête de l'*Huma*. A l'inverse, les éditions sociales ont fait des prodiges pour que le livre sur l'URSS soit prêt aujourd'hui. Derrière la volonté de faire un « coup » commercial il y a la volonté pour la direction de faire coïncider la fête avec l'apparition des deux études censées répondre aux questions des contestataires.

DES PROBLÈMES D'ORGANISATION

L'image démocratique que veut se donner le PCF impose l'organisation de débats publics à la fête. Mais de tels débats, dans la situation précise d'aujourd'hui, risquent de se transformer en mise en accusation de la direction. Les organisateurs de la fête ont cru résoudre le problème en bloquant les débats dans une étroite tranche horaire. Pas question d'assister à plus de deux débats dans la journée de samedi, ils sont à la même heure ou presque. Parmi les problèmes posés aux organisateurs figure aussi la place laissée aux contestataires. Seront-ils présents ? On connaît un élément de réponse : Elleinstein sera là, il a été officiellement invité. A ce jour, ce n'est pas le cas des althussériens. L'an dernier, un accord tacite avait été réalisé, et Althusser avait pu signer ses livres, derrière le stand des éditions Maspero. Tout porte à croire maintenant qu'il en sera de même cette année, la direction de la fête réglant très jésuitiquement le problème :

Althusser pourra être là, sans être invité cependant.

VIGNETTES : UN RETARD IMPORTANT

C'est aussi placer la fête sous le signe de la crise interne que d'évoquer la mobilisation développée pour vendre les vignettes. Avec une animation artistique, culturelle et commerciale sans aucun équivalent pour un prix aussi modique, la fête de l'*Huma* draine inévitablement les grandes foules. Il y a cependant une variation qui tient autant à l'impact politique du PCF qu'à la capacité de mobilisation de ses militants. De ce point de vue, les choses s'annoncent mal. Bon nombre de cellules, qu'elles ne se réunissent plus ou qu'elles consacrent leurs réunions à discuter des problèmes internes, n'ont pratiquement rien fait avant les vacances, ni collages, ni ventes de vignettes. De l'aveu même des responsables, la situation était catastrophique en juillet. Si une certaine reprise a été constatée, principalement en Seine Saint-Denis, le retard reste considérable sur l'année dernière. Il est de l'ordre de 20 % de vignettes en moins.

Conçue et organisée pour être une démonstration de force du PCF, la fête de l'*Huma* essaiera de donner à nouveau cette impression ce week-end. Pourtant, à travers les difficultés de mobilisation, à travers les difficultés d'organisation, à travers la manière dont la direction affute ses arguments face aux contestataires, elle sera la fête d'après la défaite, la fête d'un PCF en crise.

Nicolas DUVALLOIS.

CEYRAC

« Pas de relâchement de la pression »

M. Ceyrac est une des seules « personnalités » à ne pas se déclarer trop mécontent des décisions du conseil des ministres. Le président du CNPF dans un entretien avec le journal *Le Monde* affirme : « nous allons toucher le fond du chômage avant la fin de l'année ». Derrière cette déclaration qui se veut réconfortante, ne tarde pourtant pas à surgir une série de prises de positions qui confirment que le patronat n'est pas prêt à relâcher l'étau dans lequel il enserme la classe ouvrière sous prétexte de la nécessité de sortir de la crise. Dans ses déclarations, Ceyrac, ne cache pas, à la manière de Barre, son autosatisfaction. Ainsi, on apprend que « l'action que nous avons menée à l'occasion du premier pacte national pour l'emploi a fait la preuve de son efficacité ». Il ajoute à propos du chômage des femmes : « il n'y a pas de métiers féminins cette imbécillité doctement transmise a fait son temps ». Ceyrac ajoute qu'il n'est pas encore temps de « relancer » l'économie mais que ce sera peut-être possible de commencer en

janvier.

A propos de la CGT et de la CFDT, Ceyrac se félicite « qu'ils participent plus qu'avant à la signature d'accords contractuels », cela lui fait penser que la politique contractuelle, celle des « accords à froid » « pourra connaître de nouveaux développements ». A propos de la réduction des horaires il a cette phrase : « Une diminution des horaires sans une réduction correspondante des salaires (...) serait à la fois anti-économique, et anti-sociale ».

Toute réduction nationale de la durée du travail est exclue. Enfin, Ceyrac affirme, à propos de la lettre que Barre a envoyée à Monory pour se plaindre d'une soi-disant trop forte augmentation des salaires au second trimestre : « Nous n'avons pas besoin de recevoir de lettre du Premier ministre pour penser qu'il serait fondamentalement inopportun, dangereux sur le plan économique et social, de faire progresser les salaires au rythme du second trimestre ».

Ceyrac ne fait pas de détours, il va droit au but.

Radio Montreuil : refus gouvernemental

La municipalité PCF de Montreuil (Seine-Saint-Denis) a présenté de nouveau une demande d'autorisation pour créer une radio locale. Cette initiative a été prise début juin, et des travaux d'étude ont été entrepris par une équipe de spécialistes durant l'été. Le PCF ne lésine pas sur le soutien à ce projet : 100 000 F ont été débloqués pour son lancement.

Mardi dernier, le conseil municipal de Montreuil a réitéré sa demande. Le ministre a répondu ce jeudi par la négative.

Fabre « placé en dehors » du MRG

Le bureau national du Mouvement des Radicaux de gauche se réunissait jeudi à l'Assemblée Nationale. Ordre du jour : le cas Fabre, qui avait annoncé l'avant-veille son acceptation de la mission proposée par Giscard d'Estaing. Se refusant à prononcer le mot d'exclusion, le Bureau a estimé que Fabre s'était « placé de lui-même en dehors du mouvement des Radicaux de gauche ». Exclu du MRG, Fabre le sera aussi probablement du groupe parlementaire socialiste auquel sont inscrits les quelques députés MRG.

Poniatowski : pour une UDF populaire

Le confident de Giscard, sur la touche de la scène politique depuis quelques temps, a essayé de faire parler de lui à « l'université d'été » du P.R. Poniatowski le gaffeur a voulu se démarquer de Soisson le simplet en déclarant que le P.R. « devait apporter à l'UDF cette assise populaire sans laquelle, en politique, il n'y a pas de victoire ». Il s'agissait d'insister plus que ne l'avait fait Soisson sur le rôle du P.R. Même les participants de l'université ont eu quelques toussotements en entendant « assise populaire »...

Quelques aspects de l'organisation

C'est théoriquement l'*Humanité* et son directeur, Roland Leroy, qui ont la responsabilité de la fête. En réalité, cette responsabilité est confiée à un groupe d'une quinzaine de permanents, dont c'est la tâche essentielle durant toute l'année. C'est vers le mois de janvier-février que le projet définitif est adopté par le bureau politique. A partir de là, une énorme machine se met en branle. C'est l'ALAP (Agence Littéraire et Artistique Parisienne) qui s'occupe de faire venir chanteurs et autres troupes théâtrales. Le CDLP (Centre de Diffusion du Livre et de la Presse), a la responsabilité de la cité du livre. L'ACP (Agence Centrale de Presse) obtient les contrats publicitaires et traite avec les commerçants. Toutes ces organisations sont bien sûr contrôlées par le PCF.

L'emplacement des stands est loué, selon un prix au mètre carré fixé chaque année. Les fédérations pauvres ont donc des petites parcelles de terrain, à l'inverse de certaines sections de banlieue dont la superficie des stands atteint deux ou trois fédérations.

Pendant le week-end, des commissions font le tour des stands pour prélever une quote part sur les recettes réalisées, quote part qui revient à l'*Humanité*.

Le service d'ordre de la fête est composé de quelque 5 000 militants, une petite armée qui est présente en permanence sur les lieux, du vendredi soir au lundi matin.

Les JC organisent chaque année un concours de défrichage. Entendez par là la course aux adhésions. Le dimanche vers huit heures, on fait le total, et Georges Marchais offre une coupe à celui qui a fait le plus d'adhésions.

Les municipalités PCF sont mises à contribution. Ce sont notamment les employés municipaux qui assurent le nettoyage du parc de la Courneuve, après la fête.

LUTTES OUVRIERES

Nouvelles de Franche - Comté

● PTT : sanctions contre 35 facteurs pour avoir participé à une délégation de masse à Besançon. Ils demandaient une amélioration du service et de leurs conditions de travail à propos de la 2^e tournée.
— 18 auxiliaires licenciés à Vesoul : malgré leur 9 ou 10 ans d'ancienneté, ils font les frais d'une automatisation et d'une centralisation du téléphone.

● Dans les 2 entreprises occupées pour l'emploi, LIP et le CAT, le passage de l'été a été difficile : non seulement les pouvoirs publics n'ont aucune hâte pour trouver des solutions mais semblent mettre le maximum d'obstacles aux projets de relance déposés par la coopérative Lip ou par la municipalité en ce qui concerne le CAT. Les Lip ont même dû subir 2 interventions policières et une nouvelle coupure du gaz de ville à la veille du 14 juillet. Avec le retour des congés, la nécessité de la lutte s'impose et des initiatives sont en cours.

LES MENACES POUR L'EMPLOI

● En dehors de RPT et du bâtiment avec l'héritier sur lesquels nous reviendrons, elles concernent toujours l'horlogerie à Morteau où l'usine Mercier risque d'être liquidée définitivement le 12 septembre avec ses 70 employés restants.

● Dans le textile, les employées de Lucco à Dôle qui attendaient une reprise depuis des mois ont assisté à une surenchère durant l'été de la part des grandes surfaces Mammouth (Cedis), Gro et Rond Point (Coop) pour les réembaucher dans un hypermarché.

● Conséquence de la liquidation de Boussac, l'usine de matériel de filature Weber à Héricourt licencie une vingtaine de personnes.

● Des réductions d'horaires ont été décidées aussi dans le groupe Peugeot : 2 heures et demie à Audincourt pour près de 500 personnes de l'AOP. Des menaces plus graves à long terme sont dénoncées par la CGT.

● A Champagnole dans le Jura, la principale entreprise de jouets a décidé également une importante réduction d'horaire pour 60 % de ses 1 200 employés. Cependant, dans plusieurs entreprises le patronat a lâché des compensations à la réduction d'horaire : SOMICA, Boot, etc.

LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS EN QUESTION

● Fuite : 7 ouvriers hospitalisés chez Bost à Loisy victimes d'une fuite de vapeur toxique dans un atelier de chômage de cette usine d'outillage, filiale de Peugeot. 30 ouvriers durant quitter l'atelier.

● Pas le droit d'être malade plus de 3 semaines par an !

Le patron de la société ESAC de Saint Loup sur Semouse (Hte Saône) a été un peu loin dans l'offensive patronale contre l'absentéisme des ouvriers. En juillet une vingtaine de ses ouvriers étaient sommés par lui de fournir un certificat médical d'urgence un peu spécial : il devait certifier que l'ouvrier était apte au travail de chaudronnerie de sorte que l'absentéisme pour raison de maladie ne pouvait dépasser 3 semaines par an. Sans ce certificat, les ouvriers seraient licenciés ! Avec la CGT, les ouvriers refusèrent de céder au chantage et invitèrent l'Ordre des médecins à s'expliquer sur cette manière de pratiquer la médecine «libérale», le conseil de l'Ordre n'ayant pu trouver de justification «déontologique» à ce procédé, la CGT invite les médecins à lutter contre toutes les tentatives du patronat de leur dicter leur ordonnance.

● SNCF : à nouveau un cheminot meurt écrasé. Cela s'est passé à Besançon lors du déchargement de matériel d'équipement.

Boussac : le directeur «retenu» libéré jeudi

DISCUSSIONS EN FIN DE SEMAINE SUR LA SUITE DE L'ACTION

● Mercredi matin, les «Boussac» décidaient, en signe d'avertissement, face à la confirmation du Plan Willot devant les comités d'entreprise, de partir en grève de 24 heures. A Vincey, les ouvriers durcissaient même l'action initiale en retenant le directeur des Filatures et Tissages de Nomexy (société Boussac regroupant les usines de la vallée de la Moselle). Où en était on jeudi ?

A Vincey, tout d'abord : le directeur général des usines de la vallée de la Moselle retenu depuis la matinée de mercredi a finalement pu repartir jeudi aux environs de 13 heures. Cette action spectaculaire et déterminée a semble-t-il donné froid dans le dos aux frères Willot qui ne sont sans doute pas étrangers aux promesses «fermes» que le syndic Shue a

été contraint de faire en catastrophe, par télex, jeudi matin aux travailleurs de Vincey.

«Le syndic nous a envoyé un texte, par télex, où il s'engage à garantir d'une manière sûre cette fois, 300 véritables reconversions dans l'usine (nombre prévu dans le plan Willot), expliquait un militant CFDT jeudi soir. «En outre, il se porte garant

selon le texte du télex, de la reprise des 41 licenciés prévus par le plan Willot, pendant l'année de reconversion prévue dans le cours de l'année 1979».

Que dire de ces précisions élaborées à la hâte par le syndic ? Il est bien évident que de cette promesse à une reprise effective non seulement des travailleurs de Vincey mais aussi d'ailleurs, il y a un pas qui est loin d'être franchi ! Ce ne sont pas des télex même par centaines qui assureront un emploi aux Boussac. Il reste qu'un tel «recul verbal» est significatif des craintes du pouvoir et des Willot qui suivent les choses de près et dictent en fait au

syndic l'attitude à adopter. Il montre qu'une lutte résolue et de longue haleine cette fois peut aboutir à mettre en échec le plan de chômage prévu.

Pour l'heure, il s'agit pour les travailleurs de Vincey et tous ceux des usines Boussac concernées, d'imposer une première chose : le maintien au poste de travail de l'ensemble des travailleurs concernés par le plan de chômage de Willot, jusqu'à ce qu'un emploi textile ou autre, dans les usines mêmes, soit offert à tous.

Les travailleurs devaient discuter cette fin de semaine dans les usines, de la suite à donner à l'action. La journée de jeudi, elle, a vu la grève se poursuivre à Igney où les travailleurs ne comptent d'ailleurs pas reprendre le travail vendredi.

A Nomexy (80 licenciements prévus), jeudi, les travailleurs du «garage» (transport) devaient en fin de soirée connaître les noms des licenciés de leur secteur de travail et décider, comme dans les autres usines de la suite à donner à l'action. Les travailleurs de Nomexy, qui ont par ailleurs repris le travail, ont dans l'après-midi de jeudi, fermé toutes les grilles de l'usine, afin d'empêcher toute entrée ou sortie de marchandises, ceci en signe de solidarité avec leurs camarades transporteurs.



Karlsruhe : la grève chez Michelin

UN TOURNANT POUR LES FRONTALIERS

● Le travail a repris le lundi 4 à l'usine Michelin de Karlsruhe (RFA) paralysée par la grève depuis mardi dernier, c'est la rage au cœur que beaucoup sont rentrés, conscients en tout cas que rien n'était réglé et qu'il faudrait tirer les leçons de cet échec pour continuer la lutte.

Mais, si échec il y a, celui-ci est loin d'être total et surtout définitif, tant cette première lutte d'ampleur menée par des frontaliers alsaciens est riche de promesses.

C'est au cours des années 60 que s'est créé et rapidement développé le flux frontalier (il y a actuellement environ 28 000 frontaliers alsaciens), venant à point pour combler le déficit croissant d'emplois causé par une première restructuration de l'industrie alsacienne (qui a surtout touché le textile, le cuir et également le puits de pétrole de Pechelbronn fermé en 1960) et l'accélération de l'exode rural. Il faut dire que les frontaliers ne perdaient pas au change, étant donné le haut cours du DM (Deutsch Mark) et cela malgré des temps de transport souvent très longs ; de plus les conditions de travail étaient en général meilleures et, comme on disait, «l'ouvrier en Allemagne

était considéré». Mais les choses sont en train de changer.

Mardi matin, les ouvriers de l'atelier de confection des pneus (environ 80 personnes) arrêtent spontanément le travail et demandent à discuter immédiatement avec le Betriebsrat (comité d'entreprise) comme la loi les y autorise. A l'origine du mouvement : tout d'abord un ras-le-bol général concernant l'augmentation continue des cadences auquel s'ajoutent, la révélation de certains projets de la direction, concernant notamment l'introduction d'une équipe d'après-midi, d'une équipe de nuit le samedi et d'une équipe de nuit le dimanche (comme à Clermont-Ferrand) et la réduction

des points de ramassage des bus. A la requête des travailleurs, le Betriebsrat répond qu'il ne peut rien par lui-même et qu'il faut rencontrer la direction. Celle-ci avertie, après quelques moments d'hésitation exige comme préalable la reprise du travail au plus tard à 11 h 30. C'est un véritable ultimatum auquel les ouvriers ne se soumettent pas. A 13 h 30, l'avocat de la direction annonce le licenciement d'un membre du Betriebsrat, appartenant à l'atelier de confection, qui est considéré comme le «meneur», puis ordonne aux 80 ouvriers de l'atelier qui se sont solidarisés avec lui de sortir. L'équipe d'après-midi trouve les 80 devant les portes et se solidarise aussitôt avec eux ; elle ne rentre pas. A son tour, l'équipe de nuit refusera de rentrer. La grève a pris un caractère de masse, l'usine est paralysée.

La direction fait traîner les choses en longueur ; elle attend le moment favorable pour agir. Ce sera le week-end : les travail-

leurs vont se retrouver isolés chacun dans son village donc plus vulnérables aux pressions de la direction. Et celle-ci ne lésine pas sur les moyens : elle envoie à chacun une lettre, «une véritable lettre de menace» dira un travailleur, et les contremaîtres, passent dans les maisons pour intimider les épouses. Le lundi, le résultat escompté est atteint : la solidarité est provisoirement brisée ; les travailleurs qui débarquent des bus reprennent un à un le travail.

La direction n'a évidemment lâché sur rien, tout au plus a-t-elle laissé entendre qu'elle reverrait la question des bus et qu'en ce qui concerne les postes supplémentaires cela n'était que pour 1980 et pas pour tout le monde. Elle a maintenu les cinq licenciements (4 autres licenciements de «meneurs» se sont entre-temps ajoutés aux premiers, dont 3 au total concernant des membres du Betriebsrat). Mais les exigences des travailleurs demeurent entières et il faudra bien qu'elles trouvent satisfaction.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76





Le démantèlement des PTT, «service public» : la fin d'un mythe



4 — Un statut déjà largement battu en brèche

Par Monique CHÉRAN

● Le démantèlement des PTT, nous l'avons vu dans les articles précédents, s'appuie sur une modernisation importante, et la mise sur pied de toute une série de services directement destinés aux grosses entreprises, qui ont de moins en moins besoin du réseau traditionnel. Mais, comme partout, cette modernisation, que ce soit au tri, aux chèques postaux ou aux renseignements télépho-

niques, transforme radicalement les conditions de travail, et donne à l'administration des PTT l'occasion de réduire considérablement les effectifs : aux chèques postaux de Paris, qui étaient en 68 la plus importante «entreprise» féminine européenne, avec 14 000 employées, les effectifs sont passés aujourd'hui à un peu plus de 6 000. Pourtant, la modernisation n'a pas fait diminuer le pourcentage de

dépansions nerveuses dues aux conditions de travail ! Et au niveau d'ensemble des PTT, le démantèlement envisagé par le rapport Nora pose très crument le problème d'une remise en cause de toute une série d'avantages acquis, en premier lieu la garantie de l'emploi. Pour toutes ces raisons, la lutte est à l'ordre du jour, dans les mois qui viennent !

Comme le précise le rapport Nora, le statut tel qu'il était en 1946 constitue «un obstacle à la bonne gestion» des PTT. Et si officiellement, ce statut est toujours en vigueur, de fait, il est déjà largement battu en brèche, à tous les niveaux.

Il faut noter aussi que les salaires des agents PTT sont particulièrement bas aujourd'hui, alors qu'au début du «statut», ils étaient en moyenne supérieurs de 20 % à ceux du privé : aujourd'hui, les steno-dactylos des PTT sont les plus mal payés !

AU NIVEAU DES SALAIRES

En principe, le salaire dépend exclusivement du grade et de l'ancienneté de l'agent. Le rendement, le poste auquel il travaille, ne doivent pas rentrer en ligne de compte. Pour tourner cette règle, l'administration a multiplié les primes qui, elles sont liées soit au poste occupé, soit au rendement. De plus, elle a institué une série de mesures anti-grève, qui font par exemple qu'un simple débrayage d'un quart d'heure fait sauter le salaire de toute la journée, et que la grève du zèle est interdite, au nom du «service fait».

AU NIVEAU DES CARRIERES

Depuis quelques temps, l'administration multiplie des fonctions hors statut, en particulier pour l'encadrement et fait appel à des techniciens sous contrat. Par ailleurs, nous l'avons vu, elle a cédé toute une série de services importants à des entreprises privées : les lignes, la maintenance du matériel moderne, comme les machines de tri automatiques des CTA. On pourrait imaginer que ces techniciens fassent tourner les machines tout seuls, en cas de grève des agents PTT !

AU NIVEAU DE L'EMPLOI

Si la garantie de l'emploi reste un des avantages encore sensibles, surtout dans une période comme celle que nous connaissons

aujourd'hui, elle est remise en cause de plusieurs façons. D'abord, directement, par l'emploi d'auxiliaires. En 75, ils étaient au moins 100 000, plus que tout le personnel des usines Renault réunies ! Ce

personnel n'a aucune garantie d'emploi, il est même moins protégé que dans le privé. Bien sûr, aujourd'hui, il y a beaucoup moins d'auxiliaires qu'il y a 3 ou 4 ans. Mais tous n'ont pas été titularisés, loin s'en faut ! Et ils sont partiellement remplacés par des vacataires, qui sont particulièrement mal payés, et qui n'ont aucun droit ! Pourtant, le problème des effectifs reste un des plus importants pour les postiers, du fait des conditions de travail : les postiers réclament en particulier la réduction du temps de travail, ce qui ne peut se réaliser sans effectifs supplémentaires.

La garantie de l'emploi est aussi remise en cause par le projet de privatisation des Télécoms. Cette fois, d'une façon plus radicale encore !

On le voit donc, les projets du gouvernement concernant les Postes, comportent une attaque en règle contre toute une série d'acquis des postiers, et une aggravation de leurs conditions de travail, puisque la rentabilité est recherchée par tous les moyens. Un exemple frappant de cette recherche : les nouvelles machines utilisées aux chèques calculent non seulement ce qui a un rapport avec les opérations effectuées, mais encore la rentabilité des filles qui les font marcher : en fin de journée, la machine produit une courbe : celle du travail effectué par l'opératrice. Ainsi, au premier coup d'œil, l'encadrement peut reprocher à telle ou telle «un coup de pompe», entre telle et telle heure.



Centres de tri automatiques

De nouvelles reventes

Les centres de Tri Automatiques (CTA) étaient présentés par la direction des Postes comme devant améliorer les conditions de travail du personnel des centres de tri. Assurément, du point de vue technique, les nouvelles machines mises en service ont des performances impressionnantes : 46 000 lettres à l'heure pour les HMO et HMT. Et bien sûr, les conditions de travail ont changé. Mais peut-on dire que c'est en bien ?

Les salles sont sans doute plus vastes, plus propres, climatisées. Mais si la climatisation est bonne pour la santé des machines, la preuve est faite désormais que pour l'homme, elle a davantage d'effets néfastes : les entretiens de Bichat de septembre 77 ont démontré qu'il était mauvais de rester plus de 5 heures d'affilée dans des locaux à air conditionné !

L'administration fait valoir que la fatigue diminue avec ces nouvelles techniques. La fatigue purement physique, peut-être. Mais une autre fatigue l'a remplacée : les opérateurs sont en permanence concentrés sur leur travail, fixant l'écran vidéo. Que ce soit le positionnement des doigts, le défilé ininterrompu des lettres, la fatigue nerveuse s'accumule. La vue en prend un coup !

La direction prétend que l'homme va s'épanouir, «en imprimant son propre rythme à la machine». En fait, il en est complètement dépendant : ces nouveaux moyens techniques permettent en fait un contrôle individuel permanent des opérateurs : cadences, temps morts, fausses manœuvres, tout est contrôlé ! De plus, l'horizon de l'opérateur est limité à son PIM, tout dialogue est rendu impossible par le bruit !

Ces nouvelles techniques, aussi performantes soient-elles, augmentent le désintérêt pour un tel travail, et provoquent souvent la révolte. On se souvient que la grève de 74 avait démarré à Paris Brune, à l'occasion de l'installation de nouveaux postes de tri.

QUELQUES EXTRAITS DU RAPPORT NORA

«Le développement d'un réseau de transmissions de données et la recherche d'un haut degré de normalisation sont l'épine dorsale d'une politique de communication.

Le poids des clients de la télématique, l'importance de ses effets économiques, l'enjeu de souveraineté qu'elle représente en font un domaine suffisamment significatif pour qu'il soit légitime de soulever à travers elle certaines interrogations sur la gestion des télécommunications.

La création de Transpac peut constituer une étape dans la bonne direction. Mais il est peu réaliste d'imaginer un petit service d'esprit commercial adossé à une énorme administration encore bureaucratique. La DGT devra donc élargir son recrutement à des cadres commerciaux de haut niveau. Pour les intégrer de façon durable dans son effectif, il lui faudra adapter ses grilles indiciaires. Au delà des conditions d'embauche, une action de longue haleine s'avèrera

sans doute nécessaire pour faire accepter les nouvelles recrues par les ingénieurs naturellement portés à privilégier la technique.

Une telle pratique appelle des modifications institutionnelles. Elle exige une meilleure adaptation du personnel, la possibilité de répartir les tâches sans se heurter aux pesanteurs statutaires. Celles-ci tiennent moins à l'existence d'un statut qu'à son inadaptation. Les agents sont en effet régis par les règles générales de la fonction publique, de sorte que se posent sans cesse des problèmes de parité : entre agents des télécommunications et postiers au sein du secrétariat d'état, entre fonctionnaires de ce ministère et ceux des autres administrations. Ces difficultés sont d'autant plus aiguës que l'insertion d'emplois techniques dans des grilles indiciaires essentiellement fondées sur des travaux administratifs n'est pas aisée. La nécessité s'impose de prendre en compte la spécificité des télécommunications.

INFORMATIONS GENERALES

Le protecteur des vieux expulse une vieille dame

Francis Bouffroy de Saint Aubin, excusez du peu, est honorablement connu à Warluis, tout près de Beauvais. Enseignant dans un collège privé, il anime également un club du troisième âge. Mais il est aussi propriétaire d'une maison dans le village, dont les locataires étaient une famille sans grands moyens, et Raymonde Crucifi, retraitée septuagénaire.

Pour rénover la maison, et relever les loyers, le propriétaire persuade la famille de partir. N'y parvenant pas avec la vieille dame, il lui coupe l'eau et le gaz, puis commence les travaux. Mme Crucifi, réfugiée chez sa sœur a retrouvé ses affaires sans dessus-dessous, et sa chambre munie d'une ouverture sur la rue...

Du butane pour les voitures

Le budget 79 permet un élargissement des autorisations d'emploi du gaz pour les moteurs à explosion. Depuis longtemps, dans le Sud-ouest, des véhicules utilitaires roulaient déjà au gaz. Il suffit en effet de changer les gicleurs des carburateurs, de monter un détendeur approprié sur une bouteille d'un mélange propane-butane, pour que n'importe quel moteur 4 temps se passe d'essence. Le rendement est presque équivalent, la pollution bien moindre, et le prix très concurrentiel (puisque'il revient à l'équivalent de 70 centimes le litre). La nouvelle réglementation, réclamée depuis longtemps par la délégation aux économies d'énergie, ne sera pas applicable à tous les véhicules.

Le Lénine de notre époque



(...) Mao Tsé-toung est bien le Lénine de notre époque : en systématisant les enseignements de la guerre populaire, conduite sous la direction de leur Parti, par les masses chinoises contre les fascistes japonais, puis contre le Kuomintang après la transformation de ce parti, détachement chinois de l'impérialisme mondial, Mao Tsé-toung a largement contribué à l'essor et à la victoire du mouvement de libération nationale dans le monde après la victoire de la révolution chinoise. Ses analyses sur le front uni des classes et des couches sociales que le prolétariat doit unir sous sa direction dans la révolution démocratique nationale, sur la démocratie nouvelle qui conduit le peuple du mouvement de libération nationale au socialisme sans s'arrêter en chemin, sont bien le prolongement du léninisme à l'époque où, avec la crise générale de l'impérialisme, le mouvement de libération nationale devient une composante de la révolution prolétarienne mondiale. (...)

Mais c'est dans la lutte contre le révisionnisme moderne, qui a transformé l'URSS, premier État socialiste du monde, en un État capitaliste, que la pensée maotsétoung apporte les développements les plus décisifs au marxisme-léninisme.

Ainsi le Parti communiste chinois, en le combattant, a révélé aux communistes du monde entier la révision du marxisme opérée par le Parti communiste d'Union soviétique de façon systématique lors de son 20^e congrès, qui mit fin au système socialiste en URSS et engagea la scission du Mouvement Communiste International.

En se basant sur sa propre expérience, éclairé par le fait de la dégénérescence de l'URSS, il a développé de manière considérable les enseignements de Lénine, Marx et Engels à propos de la dictature du prolétariat et fixé les lois de l'édification socialiste. (...)

Aussi, dans la réalisation des tâches historiques immenses de la révolution chinoise, Mao Tsé-toung a-t-il enrichi sur de nombreux points les acquis du marxisme-léninisme. Dans la relation du parti aux masses, Mao a défini la ligne consistant à partir des masses pour retourner aux masses, à enquêter auprès d'elles, à systématiser leur expérience pour l'élaboration de tout mot d'ordre, de toute directive. Il a établi les méthodes de direction communiste, aussi éloignées du bureaucratisme et du subjectivisme que le parti du prolétariat l'est des partis bourgeois. Il a défini le caractère de classe et les principes du centralisme démocratique, sur la base duquel est organisé le parti communiste. Il a mis à jour la lutte entre deux classes, entre deux voies, entre deux lignes qui se mène constamment dans le parti communiste et que les communistes doivent mener consciemment pour ne pas voir leur parti dégénérer. De la sorte, il a redéfini en les nourrissant de l'expérience du prolétariat chinois, les contours et les principes du parti communiste de type nouveau, entièrement différent des partis révisionnistes.

Dans *De la contradiction* et ses autres essais philosophiques qui sont le livre de base de toute communiste, il a systématisé les enseignements de la dialectique matérialiste, défini le processus de la connaissance, de développement et de solution des contradictions, en s'attachant aussi aux contradictions au sein du peuple, qui se font jour dans la société socialiste. Dans *Les Causes* à Yenan, il a fondé le point de vue marxiste sur la littérature et l'art. Ses apports les plus divers au marxisme-léninisme sont innumérables et nous ne pouvons qu'en souligner quelques-uns. (...)

Oui, éclairés par la pensée maotsétoung, nous construirons le socialisme dans notre pays, oui, indéfectiblement, nous contribuerons à la révolution prolétarienne mondiale. (...)

**Hommage au camarade Mao Tsé-toung,
dirigeant du prolétariat international**

**Vive la pensée maotsétoung,
Lénine de notre époque !**

(Extraits de l'éditorial du Quotidien du Peuple paru voici deux ans à l'occasion de la mort du camarade Mao Tsé-toung)

Yenan, haut lieu de la révolution chinoise et de la pensée maotsétoung

De janvier 1936 à mars 47, de Yenan et sa région, le président Mao Tsé-toung dirigea et impulsa les grandes luttes révolutionnaires du peuple chinois de cette période. Visiter Yenan, c'est découvrir dans ce haut lieu de la Révolution chinoise, combien la pensée maotsétoung est vivante aujourd'hui; porteuse d'enseignements à valeur universelle; c'est découvrir une région aride, montagneuse où la terre doit être arrachée à la montagne pour devenir fertile, mais où, dans les conditions de la guerre de Résistance contre le Japon puis de la guerre contre l'impérialisme américain et Tchiang Kai-shek, ces conditions naturelles ingrates devenaient des armes d'anéantissement de l'ennemi. Visiter Yenan, c'est découvrir ces lieux mêmes où le président Mao Tsé-toung habita, vécut, étudia, lutta aux côtés du peuple chinois. Yenan, c'est l'aboutissement de cette longue marche héroïque où la voie de la libération de la Chine a été affirmée, où sous la direction du Parti communiste chinois, l'Armée Rouge a pu fonder le quartier général national de la révolution dans le nord-ouest de la Chine. De Yenan, le président Mao Tsé-toung, tirant le bilan de la lutte du peuple chinois, systématisant son expérience, écrira de nombreux textes qui éclaireront et guideront la marche en avant du peuple chinois, et qui sont porteurs de leçons actuelles pour les révolutionnaires du monde entier.

La lutte pour fonder un front uni national anti-japonais

Dès septembre 1931, des troupes japonaises s'emparèrent de Chenyang dans la Chine du nord-est; en 1935, c'est l'invasion de la Chine du Nord et l'impérialisme japonais manifesta nettement son intention d'occuper le pays tout entier; la Chine se trouve alors en danger d'être réduite à l'état de colonie, alors même que les troupes japonaises progressent vers le Sud. Le président Mao Tsé-toung écrit notamment *La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais*. Il indique que toute la Chine se trouve confrontée à la question: Que faire? Résister? Capituler? Ou balancer entre les deux solutions?

Pour éclairer cette question, pour fixer les tâches politiques et militaires du moment, il est nécessaire de procéder à l'analyse concrète de la situation. L'ennemi principal en Chine devient l'impérialisme japonais et les traîtres qui le soutiennent, opposés au peuple chinois. Quel-

les sont donc alors les positions des différentes classes en Chine? Déjà à ce moment là la riche expérience révolutionnaire du peuple chinois a montré que classe ouvrière et paysannerie sont les forces les plus résolues de la révolution chinoise, et qu'elles réclament la résistance. Pour la petite bourgeoisie, c'est également la seule issue car ses intérêts sont inconciliables avec ceux des impérialistes. Quant à la bourgeoisie nationale, elle pose un problème complexe; les fractions de la bourgeoisie nationale qui n'ont pas de lien étroit avec le capital étranger et les intérêts fonciers chinois, d'une part elles détestent l'impérialisme, d'autre part, elles redoutent une révolution poussée jusqu'au bout. Aussi la caractéristique générale de ces fractions de la bourgeoisie nationale sera l'hésitation. Enfin, les propriétaires fonciers et les compradores constituent le camp de la trahison face à l'envahisseur. Pourtant, même pour ceux-là, la politique définie consiste à ne pas les prendre en bloc, car leur unité n'est pas totale. Compte tenu du caractère spécifique de la Chine, de son état semi-colonial, la rivalité de nombreux États impérialistes pour sa domination conduit à créer des fêlures dans le camp ennemi.

Et précise le Président Mao Tsé-toung *«Nous devons tirer parti de toutes ces querelles, fêlures et contradictions au sein du camp ennemi et les utiliser contre notre ennemi principal du moment»*. Dans l'analyse qu'il fait alors des forces de la Révolution, le PCC indique qu'il faut se garder de toute vision unilatérale des choses. *«Nous disons que l'Armée rouge a, en un sens, essuyé un échec (en ne réussissant pas à se maintenir sur ses positions antérieures), mais qu'en un autre sens, elle a remporté une victoire (en exécutant le plan de la longue marche). Quant à l'ennemi, il a en un sens remporté une victoire (en occupant nos positions primitives); mais en un autre sens, il a subi une défaite (en échouant dans ses campagnes d'encerclement et d'anéantissement) et dans ses campagnes «de poursuite et d'anéantissement»*.

En ce qui concerne les luttes des masses, il apparaît que la lutte de la classe ouvrière contre l'impérialisme japonais et les traîtres à la nation est en pleine fermentation; les paysans ont développé leur lutte «sous forme de guerre de partisans, de soulèvements populaires, d'émeutes de la faim». Le mouvement étudiant a pris un essor considérable, et les minorités nationales se sont levées pour la lutte. Quant au Parti communiste chi-

Au cours de la visite qu'elle a effectuée en Chine à l'invitation du Comité Central du Parti communiste chinois, la délégation du Comité Central du PCRml a notamment visité Yenan.

C'est de cette ville que le président Mao Tsé-toung, après la longue marche, a dirigé la guerre de libération nationale

contre le Japon et la guerre civile révolutionnaire contre le Kuomintang et l'impérialisme US.

Evoquer Yenan, c'est nécessairement évoquer la construction du Front uni anti-japonais; c'est ce que fait aujourd'hui Charles Villac, membre de la délégation de notre Comité Central.

1 - LE FRONT UNI ANTI - JAPONAIS

vons souligner que les forces de la contre-révolution en Chine et dans le monde sont pour l'instant plus puissantes que celles de la révolution. C'est là également une appréciation juste, qui représente l'autre aspect de la question».

La tâche tactique fondamentale du Parti

Dans ces conditions concrètes, quelle est la tâche de la Chine, quelle est la tâche tactique fondamentale du Parti?

C'est la création d'un large Front uni national révolutionnaire, et rien d'autre. «Lorsque la situation de la révolution se modifie, la tactique et les méthodes de direction de la révolution doivent être modifiées en conséquence».

«En Chine comme dans le monde entier, les forces de la contre-révolution sont plus faibles que dans le passé et les forces de la révolution ont grandi; c'est là une appréciation correcte, qui porte sur un aspect de la question. Mais nous de-

enlobant tout le pays, c'est là l'une des caractéristiques de la situation révolutionnaire actuelle. C'est un fait et il montre un aspect des choses. Mais nous devons dire également, que l'impérialisme demeure une force considérable, que le développement inégal des forces révolutionnaires constitue un sérieux point faible et que, pour écraser l'ennemi, il nous faut nous préparer à mener une guerre de longue durée; c'est là une autre caractéristique de la situation révolutionnaire actuelle. C'est également un fait qu'il représente l'autre aspect de la question. Ces deux caractéristiques, ces deux faits sont là pour nous adapter à la situation en changeant notre tactique et en modifiant nos méthodes de disposition des forces pour la poursuite du combat».

Nous disons que la situation présente est caractérisée par l'imminence d'un nouvel essor de la révolution nationale et que la Chine est à la veille d'une nouvelle et grande révolution

nement la nécessité de former un large front uni national révolutionnaire, ni de prendre des mesures énergiques pour liquider l'attitude de «porte-close», ni d'utiliser le front uni comme moyen d'organiser et de rallier des millions et des millions d'hommes ainsi que toutes les armées susceptibles de devenir des amies de la révolution, pour nous lancer à l'attaque de notre objectif principal, l'impérialisme japonais et ses valets, les traîtres chinois; et nous ne serons pas capables non plus d'appliquer notre tactique à la lutte pour l'objectif principal, nous disperserons au contraire notre feu de telle façon que nos balles atteindront nos ennemis secondaires, voire nos alliés, plutôt que notre ennemi principal». Enfin, «deux faits essentiels ont servi de point de départ au Parti pour élaborer une nouvelle tactique, celle de la formation d'un large front uni: d'une part, l'impérialisme japonais veut transformer toute la Chine en une colonie, et d'autre part, il existe

encore de sérieux points faibles dans le camp de la révolution chinoise. Ce dont les forces révolutionnaires ont besoin aujourd'hui pour attaquer les forces contre-révolutionnaires, c'est d'organiser les masses populaires par millions et de mettre en mouvement une armée révolutionnaire puissante».

La théorie, la politique et la tactique de la révolution chinoise

Voilà comment le président Mao Tsé-toung, analysant concrètement la situation de la Chine en cette année de 1935, établit la tactique marxiste-léniniste qui correspond aux nécessités des combats révolutionnaires du moment. C'est pourquoi au cours de l'année 1936, le Parti communiste chinois lutta pour que cesse la guerre civile qui l'oppose au Kuomintang depuis neuf ans, et que l'unité se fasse pour combattre l'envahisseur japonais. Et c'est bien la situation concrète de la Chine à ce moment là qui fonde cette nécessité du Front uni anti-japonais, qui fonde cette tactique.

Mais, au cours même de cette année 1935, l'analyse que développe le président Mao Tsé-toung, la tactique qu'il définit trouveront une opposition à l'intérieur même du Parti communiste chinois. Cette opposition se fonde sur l'idée qu'il faut «combattre seul, dans un corps à corps acharné contre un ennemi redoutable». Ces positions reposent sur l'appréciation fautive de la réalité, ne prennent pas en compte les exigences politiques concrètes du moment, et aboutissent à la tactique de la «porte close». Selon les tenants de cette tactique, précise le président Mao Tsé-toung, «il faut que les forces de la révolution soient on ne peut plus pures, le chemin de la révolution on ne peut plus droit. N'est vrai que ce qui est inscrit dans nos canons. La bourgeoisie nationale, dans sa totalité, est et restera éternellement contre-révolutionnaire. Il ne faut pas faire la moindre concession aux paysans riches». Il ajoute «la tactique de la «porte close» est celle du splendide isolement. Elle fait fuir le poisson au plus profond des eaux et les moineaux au cœur des fourrés»; aux applaudissements de l'ennemi, elle repousse dans le camp ennemi ces millions et millions d'hommes, cette armée puissante. En pratique, l'attitude de «porte close» sert fidèlement l'impérialisme japonais, ainsi que les collaborateurs et les traîtres. La pureté et la

rectitude de ses partisans exaltent, voilà ce que les marxistes-léninistes condamnent et qui est bien fait pour réjouir l'impérialisme japonais».

Et tout au long de la construction de ce Front uni national anti-japonais, au cours de la guerre de résistance contre l'envahisseur japonais, qui éclate en juillet 1937, en liaison étroite avec la pratique concrète de la révolution en Chine, le président Mao Tsé-toung élaborera la théorie, la politique et la tactique de la révolution chinoise; les justes orientations qu'il tracera conduiront à la victoire de la guerre anti-japonaise en Août 1945. Cette victoire ne sera obtenue que par une mobilisation de très grande ampleur du peuple chinois, sous la direction de son Parti Communiste. Mais les justes orientations tracées par les masses chinoises s'approprièrent, ne s'imposèrent que dans et par la lutte contre les points de vue unilatéraux, non dialectiques. Ainsi, en mai 1938, dans la guerre prolongée, le président Mao Tsé-toung critique la théorie de l'asservissement inéluctable de la Chine. Il écrit: *«Les partisans de la théorie de l'asservissement inéluctable de la Chine, donnent une grande importance à l'une des contradictions, à savoir que l'ennemi est fort et que nous sommes faibles, ils la grossissent jusqu'à en faire la base de leur argumentation pour toute la question, et ils négligent les autres contradictions. En ne parlant que de cette contradiction, ils manifestent le caractère unilatéral de leur pensée et, en donnant à ce seul aspect de la question les dimensions du tout, ils font preuve de subjectivisme. A considérer la question dans son ensemble, leur théorie est donc sans fondement, elle est erronée»*. Mais par ailleurs le président Mao Tsé-toung critique les partisans de la victoire rapide: *«Ou bien ils oublient complètement que l'ennemi est fort et que nous sommes faibles, ne retenant que les autres contradictions; ou bien ils exagèrent les avantages de la Chine au point de donner de notre pays une image altérée; ou bien encore ils prennent le rapport des forces à un moment donné et à un lieu donné pour l'expression de la situation en général»*. «Ici encore, c'est le subjectivisme et le point de vue unilatéral qui sont en cause». Et ces points de vue erronés, unilatéraux existent dans le Parti communiste chinois, s'attaquent à leurs racines sera l'objet du mouvement de rectification que le président Mao Tsé-toung lancera et dirigera à partir de début 1940.

(à suivre)
C.V.



MARSEILLE
TERRIN
DÉMANTELÉ

Les syndicats ont décidé vendredi matin la liquidation du groupe de réparation navale Terrin. La lutte contre les licenciements va devoir prendre un nouveau tournant sur le port.

KANAPA :
L'HUMANITÉ
PAS CONTENTE

«L'actualité à rebours est ici une illustration de la haine». Tel est le commentaire indigné de l'organe du PCF à propos de l'évocation par *Libération* du qualificatif donné par Sartre en 1954 à feu Jean Kanapa. Une haine largement partagée !

LIBÉRATION
ET ROUGE
POURSUIVIS
PAR ERULIN

Le ministre de la Défense poursuit en justice les deux quotidiens à la suite de leurs articles sur Erulin, commandant du 2^e REP de Calvi intervenu au Shaba. Ces articles rappelaient le «passé de tortionnaire d'Erulin» durant la bataille d'Alger, et l'affaire du «POUF» de Calvi, où des prostituées étaient mises à la disposition des légionnaires.

Une condamnation à propos de faits que personne n'a pu contester serait intolérable.

Grève au Modern Palace Hôtel

DE L'AUTRE COTE DU MIROIR

● Devant le Modern Palace Hôtel un car de touristes allemands fait demi-tour. L'explication ? Elle est inscrite sur un panneau au-dessus de l'entrée de ce «Trois étoiles» : «Hôtel en grève».

Depuis mardi, femmes de ménage, bagagistes et veilleur de nuit, soit l'écrasante majorité des employés, ont cessé le travail. Pour ces travailleurs, en majorité immigrés c'est la première grève. Ils en ont assez des bas salaires, du manque d'effectifs, de la précarité de l'emploi pour les extras. D'autant que dans les «coulisses» du palace on est à mille lieues du luxe vécu par le client, dans les chambres à 149 F ou 210 F la nuit.

Eh oui, l'envers du miroir où se mirent les belles toilettes n'est pas reluisant. Complètement éclipsée par la grande entrée lumineuse, l'entrée de service donne sur des couloirs sombres.

Difficile de savoir quelle fut la couleur primitive des murs. Dans un petit hall mal éclairé par un néon, sont rangés d'habitude les bagages des touristes qui viennent d'arriver ou qui au contraire s'apprentent à repartir. Le bagagiste qui

m'accompagne ouvre une porte sur la gauche. Elle donne sur un escalier en pente raide qui mène à des lavabos et aux vestiaires. «C'est sale. Rien à voir avec les salles de bains qui équipent les chambres des clients !» Au coin d'un couloir obscur : l'économat, où l'on range les boîtes de conserve. Pour y parvenir il a fallu traverser des pièces encombrées de matériaux divers, planches et autres portes hors d'usage : les anciennes pièces de restaurant ont été démolies il y a dix mois et laissées en l'état. Les seuls à goûter le charme de ces lieux, qui ne sont pas parfumés à l'eau de rose ce sont les rats.

Voilà pour l'envers du décor. Les conditions de travail sont dures. Tous les jours chaque femme de ménage doit entretenir à fond une douzaine de chambres, et les dimensions imposantes de l'hôtel — 336 chambres réparties sur quatre étages — ne facilitent pas la tâche. En ce moment, en plus, des employés en vacances n'ont pas été remplacés. L'augmentation des effectifs est une revendication importante mais l'essentiel est le salaire. Un bagagiste gagne moins de 2 000 F pour 40 h. Les grévistes de-

mandent 2 500 F de base et une augmentation de 100 F pour les salaires qui dépassent 2 500 F.

Nous sommes dans l'hôtellerie ; une catégorie de personnel lui est particulière : les «extras». Une femme de ménage antillaise explique : «Le patron nous fait travailler quand il veut. S'il n'y a pas de travail on n'est pas payé, mais on peut très bien être employé plusieurs jours de suite sans jour de libre». Pour elle, le mois d'août a été son meilleur mois : un peu plus de 3 000 F mais 208 heures de présence et les congès sont comptés dans cette somme.

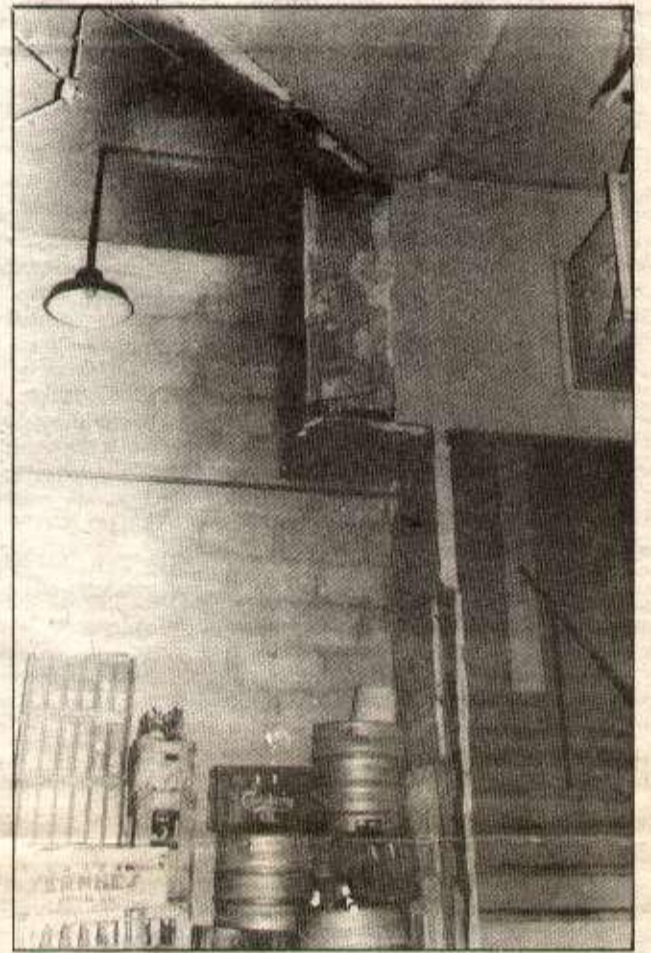
Les saisonniers quant à eux n'ont des contrats que de trois ou six mois. Un objectif de la grève est d'obtenir pour eux et les extras un salaire de base identique à celui des fixes plus 10 ou 15 % de précarité d'emploi.

Tous enfin exigent le 13^e mois.

Face à ces revendications le patron a usé de deux tactiques. Devant le personnel il a promis 8 % d'augmentation, promesse ramenée devant les délégués à 2 %. Jeudi, il parlait de 4 %. Pendant ce temps il faisait venir des extras d'autres hôtels de sa société «Chaîne Hôtel»

pour casser la grève. «On a même vu des «costauds» qui ressemblaient plutôt à des gardes du corps» dit un gréviste. Le patron espérait-il des

heurts ? Les grévistes ont su les éviter et les extras sont repartis. Mercredi soir, ce sont les clients qui ont fait eux-mêmes leurs lits...



Des paysans contre le barrage

CHAMBONCHARD, UN AUTRE NAUSSAC

Contre un projet de barrage inondant leur vallée, les habitants de Chambonchard et de la région se mobilisent. Réunis en Comité de sauvegarde de la vallée, ils ont rejoint ceux de Naussac contre les projets de la Somival (la «bête»). Cette Société de soi-disant Mise en Valeur de l'Auvergne et du Limousin veut construire plusieurs barrages-réservoirs comme celui de Naussac pour assurer en été à la Loire un débit

suffisant pour refroidir les centrales nucléaires. Cependant les promoteurs du projet restent discrets sur le véritable objectif : ils préfèrent évoquer l'agrément d'un «magnifique» plan d'eau avec ski nautique etc., en oubliant généralement de préciser qu'en été ce serait dans la vase et la boue qu'il faudrait glisser !

Le barrage inonderait une vallée très jolie parcourue par le Cher et des affluents, à la limite des

départements de la Creuse et de l'Allier, à une vingtaine de km au sud de Montluçon.

LE REFUS DE L'EXODE,
LE REFUS
DE L'INCERTITUDE,
LE REFUS D'ÊTRE
DES SINISTRÉS
A ÉCLATÉ

En réalité, le projet est déjà ancien et depuis des années, l'incertitude plane sur la vallée, les agriculteurs ne peuvent faire au-

cune modernisation, les jeunes ne peuvent pas s'installer, c'est l'angoisse pour les vieux et pour tous, y compris les vacanciers, la rage de voir détruire un si beau cadre de vie.

L'an passé, un «comité de défense» s'était constitué avec des notables qui avaient pris pour fait acquis la décision de construire le barrage. L'objectif se limitait à tenter d'obtenir «des dédommagements pour les sinistrés». Pour cela il suffisait d'at-

tendre les premiers travaux.

Les habitants en ont eu assez d'attendre, assez d'être considérés comme de futurs sinistrés. Ils veulent vivre au pays. Sous l'impulsion du maire, d'un jeune agriculteur venu s'installer depuis peu et de quelques autres personnes, ils ont réuni un comité de sauvegarde, le 10 août 78, fermement décidés à se défendre eux-mêmes.

Dans la salle archicômble de Marçillat, personne n'a osé avouer soutenir le projet et pourtant on apprend que jusqu'à présent, la plupart des notables concernés n'avaient jamais (sauf exception) élevé la voix contre celui-ci. On apprend même que, tel un loup dans la bergerie, le président du fantomatique «comité de défense» était en même temps membre de la Somival et Vice-président de l'agence de bassin qui a décidé ce réservoir ! On comprend les doutes des habitants sur la capacité de ces gens là à les défendre.

LE CHOIX DE LA VOIE
DE LA LUTTE

Entre se disputer des indemnités futures et se

battre contre le projet pour vivre et même redonner vie au pays, il fallait faire un choix. Il a été tranché par les dizaines de personnes participant à cette première réunion qui ont refusé de partir battues d'avance.

Le combat risque d'être long et difficile. Les gens de Chambonchard ont déjà appris qu'ils devraient compter sur eux-mêmes et non sur les notables. Ils sont d'ailleurs fixés sur la position du député PS Chandernagor qui est pour le barrage et pour un aéroport non loin de là, aggravant encore le préjudice vis-à-vis des agriculteurs.

Ils veulent tirer les leçons des expériences de Naussac et d'ailleurs et sont ouverts à tous les soutiens, en particulier des écologistes, certains étant déjà venus à Montluçon.

Pour se donner les moyens de leur lutte, une fête doit être organisée le 10 septembre à Chambonchard. Pour tous les soutiens au comité de sauvegarde s'adresser à M. Fernand Assise, agriculteur à Chambonchard 23 110 Eaux les Bains.

EXTRAITS DU TEXTE DU MOUVEMENT ÉCOLOGISTE DE MONTLUÇON

Ce barrage fait partie d'un plan d'ensemble avec Naussac (sur un petit affluent de l'Allier), Serre de la Fare et Villerest (sur la Loire). Il s'agit d'assurer en été à la Loire un débit suffisant pour refroidir les centrales nucléaires. Ainsi, il y a deux ans, la sécheresse persistante en réduisant le débit, avait contraint EDF à diminuer la production.

(...) Une priorité absolue est accordée à la satisfaction des «besoins» en eau potable des villes au détriment de la vie rurale. Ce n'est pas sans analogie avec le pillage du Tiers Monde (toutes proportions gardées et c'est tant mieux pour les populations des campagnes !).

Cependant, on pense aussi aux agriculteurs (mais pas les mêmes, ceux de la vallée) en ce qui concerne l'irrigation. Là, un curieux raisonnement : si le débit du Cher était suffisant, si des travaux avec aide de l'Etat étaient entrepris pour rendre irrigables des terres qui ne le sont pas, si les cultivateurs s'orientaient vers

des cultures exigeant beaucoup d'eau, les besoins seraient de plus de 40 millions de m³, donc les besoins seront de plus de 40 millions de m³ ! On crée le besoin pour dire qu'il existe. Ce qui aboutit à multiplier la consommation par 10 en moins de 20 ans. Cela permet de refuser toute autre solution qui pourrait répondre à des besoins réels sans apporter autant de nuisances.

(...) La mise en service serait envisagée pour 1985. Si l'on compte 5 ans (?) pour la réalisation, études, enquête d'utilité publique-bidon, expropriations-spoliations vont se succéder rapidement sitôt les législatives passées pour que les travaux démarrent en 1980. Quand le processus est engagé, il est trop tard pour intervenir. C'est donc dès maintenant qu'il faut y réfléchir. Ceux qui ont des informations plus précises, des propositions ou qui sont intéressés peuvent s'adresser au Mouvement Ecologique, 3 rue de la Comédie 03 100 Montluçon.

● Hamid était ouvrier à l'usine Allibert de Méru, un peu au sud de Beauvais. Il avait choisi l'équipe de nuit, la plus dure : sa passion à lui, c'était la boxe. Il voulait devenir professionnel, il était l'espoir de son père, invalide du travail. Aujourd'hui, il est étendu sur le lit de la chambre 1 du service chirurgie à l'hôpital de Beauvais. Avec un rein en moins et cinq plaies bien nettes à la poitrine et sur le côté. Il ne sera jamais boxeur. Samedi dernier, on a cherché à le tuer, à la sortie du bal des anciens combattants de Molliens, au nord de Beauvais. Parce qu'il est arabe, parce que dans cette première circonscription de l'Oise, que tient tant à conserver Marcel Dassault, la haine à l'étranger, au sens large du mot, est insidieusement entretenue.

LE GUET-APENS

Les yeux mi-clos, encore assommé par les trois jours qu'il a passés au service de réanimation et l'opération qui lui a sauvé la vie,

Hamid a de la peine à se souvenir de ce qui lui est arrivé : «C'est un copain qui m'avait demandé de le conduire là-bas, pour retrouver une amie à lui. Je ne pouvais pas refuser. On

Dans l'Oise

DEUX JEUNES ALGÉRIENS LYNCHÉS APRES UN BAL

y a été, avec deux autres copains. Dès qu'on est arrivé, on était mal vu. Je dis à la fille que j'avais invitée : «Ils ne sont pas gentils, tes copains, ils cherchent la bagarre». Elle m'a

dit qu'ils étaient toujours comme ça. A la fin, on est parti, parce que ça n'allait plus. J'ai reçu des coups, et je ne me souviens plus de rien. Ils étaient bien plus nombreux que nous. On ne leur avait rien fait.

Rhalay, qui accompagnait Hamid et qui fut blessé moins grièvement, a des souvenirs plus précis. Dans son quartier, les HLM de Méru, il est connu. «Un jeune qui a des copains aussi bien chez les Français que les Arabes», «Coléreux, mais pas bagarreur», dit sa mère. «Mais il ne faut pas lui chercher des histoires», ajoute sa sœur. D'ailleurs, depuis longtemps il ne fréquentait pas les bals : trop de bagarres. Il préférait aller voir des amis. «Je ne voulais pas rester là-bas. Quand on est arrivé, on était bien habillés, on connaissait des filles de la Formerie, et ça n'a pas plu. Un vieux est venu nous dire de faire attention. Il y a un type qui est venu cracher devant moi. Je l'ai poussé et je lui ai dit que je ne voulais pas la bagarre.

Après ils nous ont payé des pots. On aurait dit qu'ils nous avaient adoptés. A la fin, ça s'est gâté, j'ai vu qu'Hamid avait des ennuis, alors on a voulu partir. Ils se sont avancés vers nous, une quinzaine avec des polos rayés. On aurait dit une vraie patrouille. J'ai pris le volant, Hamid était à côté de moi, et le troisième qui arrivait juste d'Algérie était derrière. Les types ont ouvert la porte de derrière et l'ont arraché. Il a réussi à se sauver dans les champs, après. J'ai compris que ça allait vraiment mal, alors j'ai démarré. Ils étaient tout autour. J'en ai renversé deux, je crois et j'ai cogné une voiture. Là, ils étaient fous. Il y en a un qui a enlevé les clés de contact, la portière était à moitié arrachée. Je me suis accroché au volant et j'ai retenu Hamid qu'ils voulaient enlever. J'ai senti un coup dans la nuque, et j'ai vu qu'il y avait plein de sang sur la banquette. Hamid raiait. Alors j'ai pris le sang et j'en ai mis sur sa figure et la mienne. Ils ont eu peur, et ils ont arrêté. On est resté dans la voiture. Je croyais qu'Hamid allait mourir. Il y a un médecin qui est arrivé. J'ai entendu quelqu'un qui disait «Ils n'ont pas besoin de secours». Et puis l'ambulance est venue.

préau de La Neuville, hameau de Molliens. A l'extrême pointe nord-ouest de l'Oise, la commune semble déjà normande : blé, mais, vergers de pommiers, grosses exploitations agricoles. Mais sa particularité est l'usine Kindy, fabricant de chaussettes à la publicité agressive. Molliens est en grande partie la ville Kindy. L'entreprise emploie 500 salariés, principalement des femmes, souvent très jeunes, aux postes les plus durs. Le patron est réputé pour son paternalisme et son mépris complet des «lois sociales». On n'ose pas parler de grève, tous les ouvriers sont sous contrat d'un an, et ainsi constamment sous la menace d'un licenciement déguisé en non-reconduction de contrat. L'esprit maison s'est cristallisé chez le tenancier du café faisant face à la sortie. Bistrot plus ou moins obtenu par faveur du patron, d'ailleurs. «Je vais vous dire la solution, pour ces problèmes là, pour ces jeunes qui ne travaillent pas et qui cherchent la violence et pour ces gens qui ne sont pas d'ici et qui croient être chez eux. Le camp de concentration ! On leur donne du pain et on leur fait construire des autoroutes». Derrière le comptoir, l'Hitler au petit pied pince les lèvres et cherche l'approbation de la salle.



Les blessures d'Hamid : coups de couteau. Il a perdu un rein.

LUTTES OUVRIERES

Pour soutenir les foyers Sonacotra en lutte

MOBILISATION AUTOUR DES PROCES

Mercredi, un huissier accompagné de forces de police se présentait au foyer Sonacotra de Saint-Ouen l'Aumône, dans le Val d'Oise. Il était 6 heures du matin. Ils venaient expulser trois résidents du foyer, condamnés à leur insu, et à l'insu du comité de résidents, pour la grève des loyers. En leur absence, ils ont déménagé toutes leurs affaires personnelles ! Ces expulsions scandaleuses s'accompagnent d'autres faits de répression et d'intimidation contre les travailleurs immigrés des foyers Sonacotra en lutte.

A Reims, les résidents du foyer de la rue Jules Seigared sont en grève des loyers depuis le premier septembre. Ils ont appris qu'ils avaient deux cautions à payer en plus à leur retour de vacances !

Au foyer d'Uckange, en Moselle, les résidents se sont vu couper le gaz et l'électricité. Ils sont aussitôt partis en manifestation devant la mairie, avec des résidents d'autres foyers de la région, en particulier de Florange. Le gaz et l'électricité leur ont été remis, mais ils recevaient de nouvelles menaces de coupures s'ils ne payaient pas le retard ! Ils ont refusé ce chantage, et décidé de poursuivre la lutte avec le comité de coordination.

Malgré de nouvelles poursuites, comme celles entamées contre les résidents du foyer de Neuilly sur Marne, convoqués devant le tribunal de Bobigny le 14 septembre, de nouveaux foyers entrent en lutte, comme celui de Gargenville, dans les Yvelines !

Grâce à l'intense mobilisation que les résidents

des foyers Sonacotra ont maintenue cet été, Stoléro n'a pas pu réaliser ses projets : Une nouvelle série de procès vient de recommencer, après qu'au début de l'été qu'un certain nom-

bre de tribunaux ont décidé de reporter les procès, ou de donner leur décision plus tard. Il s'agit d'être présents nombreux à ces procès pour faire échec à Stoléro l'expulseur.

FOYER	RENOI	DÉCISION
Massy (91)		08 - 9
Bagnole (93)	14 - 9	
Dunkerque (59)	20 - 9	
Montreuil Lanoue (93)	20 - 9	
Ermont (95)	22 - 9	
Villejuif (94)	23 - 9	
Nanterre Sorbier (92)		25 - 9
Chelles (77)		25 - 9
Torcy (77)	25 - 9	
Noisiel (77)	25 - 9	
Nanterre Maison (92)	25 - 9	
Chilly Mazarin (91)		
Ste Geneviève des Bois (91)		26 - 9
St Maur (94)		26 - 9
Butte Blanche		26 - 9
Av. du Parc		27 - 9
Sannois 2 (95)		27 - 9
Paris Annam (20*)		27 - 9
Ivry (94)		03 - 10
St Denis		06 - 10
Romain Rolland (93)	13 - 10	
Pierrefitte (93)	13 - 10	

Sur le coup, les deux jeunes ont pensé avoir été agressés à coups de tesson de bouteille, arme devenue «classique» dans beaucoup de bals du samedi soir. C'est d'ailleurs la version donnée par la gendarmerie. En fait, la nature des plaies d'Hamid ne permet pas d'en douter, il s'agit de blessures au couteau. Et les coups portés à la nuque, dans la poitrine ou sur le côté montraient une volonté évidente de tuer.

Les gendarmes auraient préféré que l'affaire ne s'ébruite pas trop : les agresseurs sont, semble-t-il, connus dans la région de la Formerie. Deux ou trois d'entre eux étaient à la gendarmerie lorsque la sœur de Rhalay est venue le chercher : «Il y en avait un qui avait l'air content de lui. Comme j'étais là et que je pleurais, le gendarme leur a dit qu'ils étaient racistes. Il a répondu qu'il n'avait rien fait et que c'était mon frère qui était raciste ! Ce qui intéressait les gendarmes, ce n'était pas de savoir qui avait donné les coups de couteau, mais si mon frère avait son permis».

Deux jeunes sortent : «Succré par Dassault, celui-là», disent-ils à l'adresse du patron. Ouvertement, ce dernier n'ose pas accuser les deux Algériens — désignés par «ces gens qui ne sont pas d'ici». On croit même dans le village que l'un des deux est mort. Mais le racisme, la haine et la peur de tout ce qui pourrait changer les choses dans la région, soulever la chappe du paternalisme musclé à la Kindy s'expriment ouvertement chez certains maires comme celui de Canny sur Thérain, qui parle de contacter les autres maires du canton pour «prendre des mesures contre les exactions des Nord-Africains». Ce ne sont que des paroles, pour l'instant. Mais relayées par *Le Parisien Libéré* et le *Courrier Picard*, elles mènent à la tentative d'assassinat de samedi.

Ceux qui ont intérêt à ce que rien ne change, à Molliens et ailleurs, ne se sont pas salés les mains. Mais ils gardent sur eux le sang du jeune Hamid et de tous ceux qui n'ont pas été conduits en réanimation.

LA VILLE KINDY

Eric BREHAT

Le bal avait lieu sous un

Téléphonez au Quotidien
636 73 76

LA CARTE D'ABONNE AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT

A un abonnement a

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRml.
 - Pékin-information.
 - La Chine en construction
- Réception du Manifeste pour le Socialisme.

et à un livre ou un disque au choix

PARDI LES LIVRES

LE TOME V DE MAO TSÉ TOUNG

- ou
- La France de 68 (A. Delale et A. Ragache)
 - 500 affiches de mai 68
 - Kuo Mo Jo : poèmes de 1921 à 1964 traduits par Michelle Loi
 - Adieu camarades (Roger Pannequin)
 - Argentine : Révolution et contre révolution (F. Gèze/A. Labrousse)
 - Salaire aux pièces (Miklos Haratzi)
 - Ecoles rurales, quel avenir
 - Nucléaire danger immédiat (CFDT) et électronucléaire danger (groupe de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire)

PARDI LES DISQUES

- L'homme qui regarde son pays de l'exil (Higinio Mena, chants argentins)
- Chants anti-nucléaires (Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse Normandie) et Argentine Solidarité (COBAS)
- Poèmes chantés de Palestine, Syrie et Tunisie (Hedi Guella)
- Ils se meurent nos oiseaux (disque édité en soutien aux luttes des bretons frappés par la marée-noire).

Sur présentation de la carte «abonné ami» du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du P.C.R. ml
- Réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes.

LIBRAIRIES

- Aix en Provence**
Librairie quotidienne
5 rue Félix Gouet (10 %)
- Besançon**
Lib. Les sandales d'Empédocle
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue. (10 %)
- Bourges**
Lib. Nathanaël
4, cours Avaricum.
- Brest**
Lib. Graffiti (10 %)
Place Saint-Louis
- Caen**
La Licorne (10 %)
Rue Froide
- Clermont-Ferrand**
Lib. Jean Rome (10 %)
1 rue des Gras
- Evreux**
Lib. Dubois-Dehayes
rue Chartraîne (5 %)
- Grenoble**
Le Livre ouvert
Cours Fontaine (10 %)
- La Rochelle**
Lib. La Genette (5 %)
Rue Rougemont
- Le Mans**
Lib. La Taupe
2 quai amiral Lalande (10 %)
- Lille**
Librairie populaire
40 rue de Guesdes

Lyon

Librairie populaire
226 rue Duguesclin (3*)
(10 %)

Marseille
Librairie Lire (10 %)
Rue Sainte (1**)

Metz
Librairie Géronimo
Rue du Pont des Morts (10 %)

Montluçon
Le Bouillon de culture
15 rue Barathon (10 %)

Nice
Le Temps des Cerises
50 bd de la Madeleine (10 %)

Nantes
Librairie 71 (10 %)
50 bd de la Madeleine

Orléans
Les temps modernes
rue N. D. de Recouvrance (5 %)

Quimper
Calligrammes
23 rue du Sallé (10 %)

Perpignan
Le Futur antérieur
22 rue Grande-la-Réal (10 %)

Reims
Le Grand jeu
20 rue Colbert

CINÉMAS

- Paris**
Saint-Séverin
12 rue Saint Séverin (5*)
Tarif étudiant : 10 F
- La Clef**
21 rue de la Clef (5*)
Tarif étud.
- Seine Cinéma**
8 rue Frédéric Sauton (5*)

Châtelet-Victoria
19 avenue Victoria 1**

Lyon
Cinématographe
44 cours Suchet (2*)
Tarif collect.
(5 tickets : 40 F).

Le Canut
32 rue Leynaud (1**)
(tarif. étud.)

Nom (en capitales)

Prénom

Ville

Date :

Abonnement normal 350 F

Abonnement de soutien 600 F

... F

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (1200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

La campagne d'abonnement 78 - 79

Communiqué du PCMLF et du PCR ml

Depuis plusieurs mois, le PCMLF et le PCR ml ont engagé des discussions à tous les niveaux. Les échanges et la pratique commune développés à maintes reprises par les 2 partis, notamment pendant la campagne électorale, ont abouti à nombre de résultats positifs et à un rapprochement sensible sur plusieurs problèmes essentiels.

Dans ce cadre, il a paru utile de faire connaître plus largement l'évolution de ces contacts et de la pratique commune à tous ceux qui se préoccupent de la construction en France d'un Parti Communiste ML unique.

A cet effet, il a été décidé de mettre sur pied, d'une part une formule d'abonnement commun au Quotidien du Peuple et à l'Humanité Rouge, d'autre part une formule de même type aux revues Proletariat et Front Rouge.

Ainsi, les lecteurs de la presse ML pourront-ils mesurer plus concrètement l'avancée du processus engagé, les points essentiels sur lesquels l'accord s'est déjà réalisé, les points qui restent à résoudre.

Cette décision va dans le même sens que la parution simultanée à plusieurs reprises d'articles communs dans l'Humanité Rouge et le Quotidien du

Peuple : elle témoigne de la volonté commune de diffuser plus largement les idées ML dans notre pays.

Publié conjointement dans
Le Quotidien du Peuple
et l'Humanité Rouge

Deux formules d'abonnement couplé :

Quotidien du Peuple et Humanité Rouge :

3 mois 150 F
6 mois 300 F
Incluant réception du Tome V
des Oeuvres Choisies de Mao Tsé-Toung

Front Rouge - Proletariat

6 mois 50 F
Soit deux numéros de Proletariat et deux numéros de Front Rouge

INTERNATIONAL

Alors que l'impérialisme complotte contre elle à Camp David

LA RÉSISTANCE MENE LA LUTTE EN PALESTINE OCCUPÉE

Alors qu'à Camp David, Carter tente à grand peine de mettre sur pied un règlement séparé entre Begin et Sadate, la Résistance Palestinienne que l'impérialisme US veut exclure du régime, appelle à la mobilisation en Palestine occupée.

L'approche du sommet de Camp David a été en effet accompagnée d'une recrudescence des activités de la Résistance sur le territoire national. C'est ainsi qu'un attentat contre un autobus a eu lieu en fin de matinée mardi à El

Qods. En début de matinée un artificier de la police avait été blessé en tentant de désamorcer une bombe.

Durant le mois d'août, la Résistance a lancé trente opérations militaires contre l'armée sioniste, lui infligeant de nombreuses pertes matérielles et humaines. Le matin du 15 août, un commando a fait sauter un garage dans une colonie de peuplement près de Ras-Al-Ein, endommageant deux voitures et blessant plusieurs ennemis. Le 16 août, un commando a grièvement blessé un offi-

cier de renseignements israélien à Herzliya dans la banlieue de Tel Aviv. Le 22 août, un commando a fait sauter un poste de contrôle et d'observation à Tel Aviv, tuant et blessant au moins sept ennemis et endommageant trois voitures de police.

SYRIE : RENFORCEMENT DE LA DÉFENSE

En prévision d'une agression israélienne coïncidant avec les négociations de Camp David, la Syrie a renforcé son dispositif de

défense anti-aérienne le long de la frontière avec le Liban. Ce dispositif a été inspecté lundi par le président Assad.

NOUVELLE COLONIE SIONISTE

Le 27^e village sioniste en territoire occupé syrien a été inauguré officiellement sur les hauteurs du Golan. Au cours de la cérémonie officielle, des représentants du gouvernement israélien se sont engagés à poursuivre la colonisation.

Le président mauritanien et la question de la paix au Sahara

Dans une interview accordée à Paris Matin, le nouveau président mauritanien Ould Salek reste très discret sur le processus de paix engagé entre le F. Polisario et la Mauritanie au Sahara, affirmant cependant que ce processus continuait. Il déclare notamment : «Nous n'avons pas de solution pour le moment. En tout cas, pas de solution à dévoiler officiellement. Nous avons entamé un processus de paix. Dès que nous serons bien unis autour de ce problème avec les différentes parties, alors nous officialiserons les solutions (ou la solution) envisagées». Comme on lui demande s'il envisage de reconnaître la République Saharaouie, il répond : «Je pense que la question est vraiment prématurée».

Alors qu'Hassan II avait fait une déclaration où il refusait toute frontière au Sud autre que celle de la Mauritanie, Ould Salek se refuse à prendre au sérieux ces exigences : «Je pense que Sa Majesté le roi a brossé des traits généraux... Je ne pense pas et je ne souhaite pas qu'il ait fermé une quelconque porte ».

Contre la prescription des crimes nazis

Alors que la prescription des crimes de guerre nazis devrait intervenir en 1979 et que certains en Allemagne réclament une amnistie de ces crimes, la Fédération internationale des résistants s'est adressée solennellement au gouvernement de la RFA, déclarant : «Les crimes nazis et les crimes contre l'humanité ne doivent jamais être oubliés et prescrits».

Tchad : une barbouze au chômage

A la suite de la venue au pouvoir comme Premier ministre d'Hissene Habre, le président tchadien Malloum a réorganisé le gouvernement et l'armée. On note en particulier qu'il a licencié Gourvenec, barbouze français, chef des services de renseignements depuis dix ans, dénoncé comme tortionnaire par le FROLINAT.

Namibie : l'Afrique du Sud refuse les casques bleus

Le ministre des Affaires Etrangères d'Afrique du Sud a déclaré au secrétaire général de l'ONU, Kurt Waldheim que son gouvernement refusait le plan occidental pour la Namibie, pays annexé illégalement par les racistes. Le plan occidental prévoit des élections et une accession à l'indépendance avec la présence de plusieurs milliers de casques bleus. L'Afrique du Sud, au contraire veut organiser des élections en gardant le contrôle militaire du pays pour mettre sur pied un Etat fantoche.

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 9 septembre

TF 1

- 19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - M. Panivo passe toujours
 19 h 45 - Les chemins de la renommée. *Portrait de Vincent Auriol, de 1947 à 1954.*
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Le numéro un des numéros un.
 21 h 35 - Starsky et Hutch. *Série américaine.*
 22 h 25 - Histoire de la musique populaire américaine : Rythm and blues
 23 h 15 - Ciné première. *Commentaires de l'écrivain Yves Berger, sur les films : «Je suis timide mais je me soigne» et «L'empire des passions».*
 23 h 45 - Journal et fin

A 2

- 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club vacances
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Le quincailleur de Meaux. *Film TV. Avec Paul Le Person. Histoires d'héritage.*
 22 h 00 - Bing Crosby.
 22 h 50 - Molière. *Reportage sur le film d'A. Mnouchkine*
 23 h 40 - Journal et fin

FR 3

- 19 h 40 - Télévision régionale
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - La compagnie de nuit. *Film TV américain.*
 21 h 20 - Court métrage français : territoires de l'enfance
 21 h 55 - Journal
 22 h 10 - Championnat du monde d'échecs aux Philippines.

Dimanche 10 septembre

TF 1

- 15 h 35 - Le voyage extraordinaire
 16 h 25 - Sports première. Automobile, portrait de Mario Andretti, tennis.
 17 h 45 - Qu'il est bon d'être vivant. *Film TV américain.*
 19 h 25 - Les animaux du monde. *L'adaptation des animaux au monde moderne.*
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Les quatre malfrats. *Film de Peter Yates (1972). Avec R. Redford et George Segal. Comédie policière.*
 22 h 10 - Carmina burana. *Cantate scénique de Carl Orff.*
 23 h 15 - Journal et fin

A 2

- 17 h 10 - Têtes brûlées.
 18 h 05 - Cirque du monde
 19 h 00 - Stade 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Jeux sans frontières
 21 h 50 - Les chemins de l'imaginaire. «La pensée souter-raine» : cette deuxième émission se penche sur la christianisation de la Gaule archaïque.
 22 h 45 - Journal et fin.

FR 3

- 16 h 30 - Comment Yukong déplaça les montagnes. N° 2 : Une femme, une famille. Kao-Chou Lan au travail.
 17 h 50 - Tatin circus.
 18 h 50 - Les animaux et leur survie.
 19 h 20 - Spécial DOM-TOM
 19 h 35 - Trente minutes pour les jeunes
 20 h 05 - Histoires de France : Le procès de la Méduse.
 20 h 30 - Alors, chante !
 21 h 20 - L'homme en question : Iannis Xenakis.
 22 h 20 - Journal
 22 h 35 - Cycle vedettes féminines Danièle Darieux. *Katia. Film de Maurice Tourneur (1938). Drame historique.*

Lundi 11 septembre

TF 1

- 18 h 25 - Pour les jeunes
 18 h 55 - Christine
 19 h 10 - Une minute pour les femmes.
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - L'inconnu de 19 h 45
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Condamné au silence. *Film de Otto Preminger (1955). Avec Gary Cooper. Film dramatique.*
 22 h 10 - Robert Badinter : la peine de mort agonise-t-elle ?
 23 h 10 - Journal et fin

A 2

- 18 h 35 - C'est la vie
 18 h 55 - Des chiffres, des lettres
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Top club vacances
 20 h 30 - Salut international à Jacques Prévert.
 21 h 35 - La marche sur Rome
 22 h 30 - Journal et fin

FR 3

- 18 h 55 - Tribune libre : union des athées.
 19 h 10 - Le chevalier de cœur. *Dessin animé.*
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Télévision régionale
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - En hommage à Charles Boyer : Nana. *Film de Christian-Jaque (1955). Avec Martine Carol et Charles Boyer. Comédie dramatique.*

«CAMINAREM»

1976 : Paysans du Midi en lutte

Jean-Pierre Chabrol, le romancier cévenol et Claude Marti, le chanteur occitan, racontent la lutte des viticulteurs du midi de juin 75 à mai 76. Au moment où l'Espagne frappe à la porte du Marché commun, ce roman, ou plutôt ce témoignage, prend une actualité nouvelle et suscite beaucoup de questions.

A travers ces pages, riches de l'émotion du vécu, se mobilisent et s'organisent pour riposter aux importations massives de vin étranger, les viticulteurs des Corbières. Car la «bibine» des gros négociants, obtenue frauduleusement à coups de formules chimiques et de coupages, règne sur le marché, tandis que le bon vin des Corbières est envoyé à la chaudière pour être distillé. C'est incroyable gâchis, le mévente du vin, l'endettement sans issue auprès du Crédit agricole, engendrent la juste colère qui éclate dans les barrages de routes et de voies ferrées, les sabotages de perceptions, et les affrontements violents avec les CRS.

A travers ces luttes, les viticulteurs font l'expérience de l'Etat bourgeois, de son appareil et du fossé qui le sépare du peuple :

ainsi, face aux délégués des viticulteurs, décidés à s'expliquer à Paris comme à Bruxelles, se démenent à travers de croustillantes descriptions, tels de misérables pantins, les énarques distingués, les préfets et les ministres, pour endiguer ce mouvement de masse en serviteurs zélés de l'état capitaliste.

A travers leurs luttes, les viticulteurs font l'expérience aussi, de la profonde mystification qu'est la démocratie bourgeoise : ainsi, pendant la nuit de Narbonne, qui a précédé la fusillade de Montredon du 4 mars 76 les viticulteurs s'affrontent aux élus locaux, notables la plupart, plus soucieux de leurs intérêts personnels ou de leur politiciannerie que de l'avenir de ce «païs que creva». Et José Bellissè, un des dirigeants du CAV (Comité Action Viticole) a bien failli les défenestrer, cette nuit là, parce qu'ils refusaient de démissionner, comme le leur demandaient les viticulteurs.

«Dire que ce sont eux les élus ! Les légitimes !... Ils me lèvent le cœur avec leurs airs de nous approuver, de nous soutenir. Dans le fond ils sont épouvantés.»

A travers leurs luttes, les paysans accusent le Marché Commun, les gros négociants, «La finance, le pognon qui dirige la France». Cependant, l'abbé Sistres, un des dirigeants du CAV, ne sait trop comment leur faire face : «J'ai fait tout ce que je devais faire, je suis allé voir le ministre de l'Agriculture, je lui ai tout exposé, je suis monté à Bruxelles, puisqu'on est dans un cadre communautaire, mais là le jeu doit se terminer pour moi». Il est un fait que dans le roman tout en se trouvant étrangers aux politiciens, notamment ceux du PS, les paysans ne s'interrogent pas sur le type de débouchés que pouvaient proposer ces mêmes gens. Et en ce sens le roman n'est pas infidèle à la réalité : dans les années qui ont suivi Montredon, une partie non négligeable d'entre eux se sont rattachés à ce que les élections de mars 78 pouvaient rendre possible. Il y a là un manque de maturation politique sur des questions capitales : où se situe exactement l'ennemi ? Comment le combattre et comment l'abattre ? Autant de questions qui restent à résoudre et que le

livre de Chabrol et de Marti laisse dans l'ombre. Pourtant le souvenir de 1907, toujours présent dans le roman et dans la mémoire collective, met encore plus en lumière ces questions. Car ils étaient venus par centaines et par milliers au rassemblement, à pied, en train en charrettes, pour protester contre la chaptalisation du vin qui favorise les gros producteurs de vins médiocres à petits degrés. Et c'est bien par la répression que la bourgeoisie a répondu : Clémenceau avait envoyé le 17^e régiment territorial. «E volguerou pas tirar», ce jour là les soldats se mutinèrent et ne tirèrent pas, mais à Montredon les CRS de la bourgeoisie ont tiré et Emile Pouyès est mort.

«Caminarem», (on continuera), c'est le titre qu'ont choisi les auteurs pour le récit de ces luttes : mais dans quelles perspectives politiques situent-ils ce cheminement ? C'est là dessus que le roman suscite des questions.

«Caminarem» de J.P. Chabrol et C. Marti aux éditions R. Laffont prix : 45 francs.

Michèle ROUX

imro: des travailleurs aux pieds nus

(Extraits)

4^e épisode

La lutte racontée par les travailleurs eux-mêmes

Nous déboulions à «Paris-Normandie» pour imposer une réunion avec les délégués pour étudier la riposte à mettre en œuvre. Pendant des heures et des heures, il avait fallu batailler dur car les délégués se refusaient à appeler une grève de soutien. Ces mandarins de la presse se résoudront à faire déposer un préavis, tout en expliquant qu'il ne nous manquait que les barres de fer pour les contraindre à la lutte. Le secrétaire de la section presse déclarait publiquement qu'il ne s'associerait pas à cette grève. Les travailleurs du quotidien acceptèrent de nous soutenir et dès lors nous avions gagné, le copain était réintégré ! Face à l'unité des travailleurs, le front des patrons se fissurait. A partir de cette lutte où les copains auront fait l'apprentissage de la lutte collective, reprise en charge par tous, l'expérience de la démystification du délégué qui sait tout et qui fait tout, rien ne sera vraiment jamais plus comme avant. En s'organisant dans l'usine et hors de l'usine pour la lutte, les camarades s'étaient convaincus de leur force et de leurs capacités d'initiatives qui jamais avant n'avaient été prises véritablement en considération.

Cette participation de tous à la lutte sera dorénavant systématisée à chaque conflit. Quelque temps après cette victoire, le patron essaya de licencier un autre ouvrier - une heure après, il était réintégré.

Les travailleurs de l'IMRO luttèrent sur tous les terrains revendicatifs, sur tous les plans professionnels et confédéraux, nous étions les animateurs locaux du syndicat du Livre et nous étions le fer de lance pour les luttes dans l'imprimerie dans toute la région. La «Rouennaise» entra en bagarre et décrochait les augmentations de salaire, les revendications. Le rôle des camarades de l'IMRO ne s'arrêtait pas ici, loin de là, car une fois la victoire obtenue, il fallait que les copains des autres imprimeries en bénéficient. Et ce n'était pas un mince travail, car il fallait organiser les sections dans l'ensemble de la Seine-Maritime, organiser les travailleurs au sein de leurs entreprises respectives et au besoin faire jouer le poids de l'IMRO pour construire et améliorer le rapport de force dans les boîtes là où il était faible.

Notre soutien militant ne se confinait pas uniquement aux entreprises du Livre, il englobait toutes les boîtes de la région. Par exemple, au lieu de rejoindre nos ateliers, nous étions les premiers à être présents le matin à la CFEM (une entreprise de construction de plates-formes de forage de

pétrole) pour renforcer les piquets de grève. C'était également nos cortèges combattifs au cours des manifestations, l'une d'elles d'ailleurs verra les ouvriers du Livre de la section finir et pénétrer à l'IMRO avec pour slogan «Bellanger, Lainé, fantoches du pouvoir». L'ennemi était clairement désigné ! En 1973, quand les travailleurs de LIP vinrent à Rouen, des camarades de l'entreprise préparèrent activement le meeting et y firent une intervention. Toute cette activité de soutien militant aux luttes ouvrières se traduisait par l'importance des sommes collectées. Encore un exemple, 1.200 F. pour les Anciennes Mutuelles, une compagnie d'assurances, même si on attendait d'organiser telle et telle collecte... le jour de la paie ! et ce n'était pas mal puisque nous étions tout juste 100 ouvriers.

LE PLAN LECAT

Au cours de la même époque, la restructuration du Livre avançait à grand pas. Depuis 1970, 15.000 emplois ont été supprimés. En 1976, les fermetures d'ateliers ont provoqué le licenciement de quelques trois mille ouvriers. Décidée et annoncée dans le cadre du 6^e Plan, la restructuration des industries graphiques se poursuit au cours du 7^e Plan et doit se traduire d'ici 1980 par 15.000 autres suppressions d'emplois. C'est l'ex-député Lecat qui avait été chargé d'étudier dans quel sens l'état capitaliste devait intervenir pour redresser la situation dans l'imprimerie française afin qu'elle devienne capable d'affronter les concurrences européennes.

Le plan qu'avait présenté Lecat ne consiste qu'à accentuer toujours plus et généraliser la tendance actuelle au regroupement des entreprises, à la concentration du capital qui, dans l'optique des capitalistes, doivent faciliter les investissements et ainsi permettre la modernisation des imprimeries. Pour les travailleurs, ce plan se manifeste à la fois par une importante intensification du travail et par une réduction considérable des effectifs.

Au rapport présenté par Lecat, quatre grands points ressortent et sont sensés permettre le dénouement des problèmes qui assaillent l'imprimerie.

à suivre

LA COUR EUROPEENNE LEGALISE LES ECOUTES TELEPHONIQUES

En rejetant, mercredi dernier, la plainte de cinq juristes ouest-allemands, la Cour européenne des Droits de l'Homme a pris une décision qui risque de cautionner de nouvelles atteintes aux libertés démocratiques en Europe de l'ouest. En effet, les juristes ouest-allemands souhaitaient faire condamner une loi du 13 août 1968 qui autorise en RFA, la surveillance secrète du courrier et les écoutes téléphoniques.

La Cour européenne a estimé que ces pratiques n'étaient pas contraires à la Convention européenne des Droits de l'Homme : «Le pouvoir de surveiller en secret les citoyens n'est tolérable d'après la

Convention que dans la mesure strictement nécessaire à la sauvegarde des institutions démocratiques».

La Cour a ajouté que : «L'existence de dispositions législatives accordant des pouvoirs de surveillance secrète de la correspondance, des envois postaux et des télécommunications est, devant une situation exceptionnelle, nécessaire dans une société démocratique à la sécurité nationale, et/ou à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales».

On sait comment ce prétendu souci de la défense de la «démocratie» sert de prétexte, par exemple en RFA, à baillonner et à

réprimer violemment toute contestation du système en place. Tout un arsenal législatif a été mis en place pour entretenir un climat de délation et tenter de maintenir un «consensus social» autour du régime.

Cette nouvelle caution de dimension européenne que vient de donner la Cour européenne siégeant à Strasbourg, à la législation en vigueur en RFA, a une portée qui dépasse les frontières de ce pays. D'une part, ceci s'inscrit en droite ligne dans un processus qui a vu la RFA s'imposer de plus en plus comme «modèle» à l'Europe occidentale, particulièrement en ce qui concerne la justice et la police. Tout

le monde a encore en mémoire l'étroite collaboration entre les polices française et allemande (celle-ci intervenant sur le territoire français), à l'occasion de l'affaire Schleyer, et les projets giscardiens en matière d'«espace judiciaire européen». Par ailleurs, pour ce qui est des écoutes, et de la surveillance du courrier, comme l'ont montré certaines affaires, telle que celle du *Canard Enchaîné*, la bourgeoisie française ne manque pas d'expérience, et la décision de la Cour européenne peut tout à fait lui servir de couverture juridique aux nouvelles entraves qu'elle essaiera de mettre aux libertés.

La République Populaire Démocratique de Corée a trente ans

Le 9 septembre 1948, était fondée la République Populaire Démocratique de Corée. Alors que dans la moitié Nord du pays un pouvoir populaire issu de la guerre de résistance anti-japonaise était fondé, au Sud, l'impérialisme US intervenait pour imposer un régime fantoche. De 1950 à 1953, c'est la guerre de Corée, une agression américaine massive sous couvert de l'ONU pour renverser la jeune République. Au prix de combats héroïques, avec l'aide des volontaires chinois, les envahisseurs sont repoussés par le peuple coréen. Néanmoins, depuis, les USA ont pu perpétuer la division du pays en entretenant des régimes fantoches au Sud et en maintenant des troupes d'occupation.

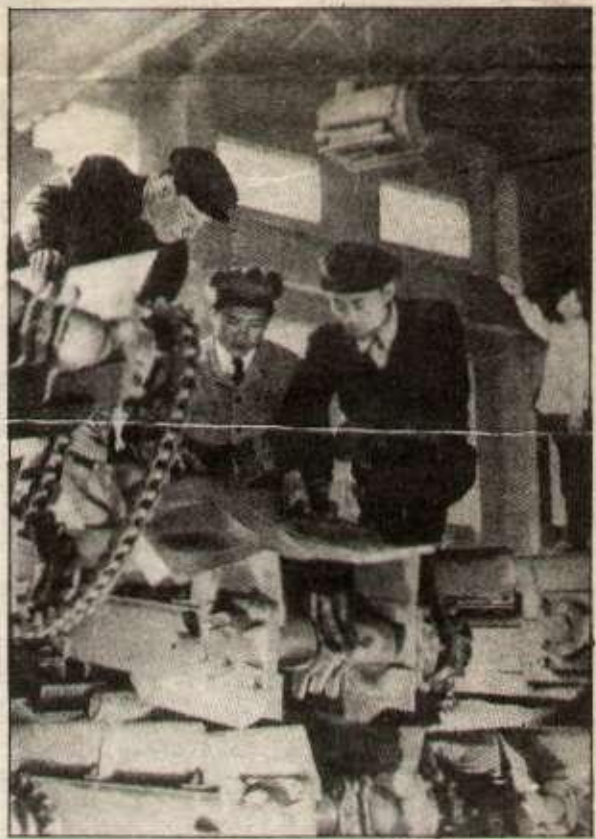
En trente ans, après des années de guerre contre l'occupant japonais, puis contre l'impérialisme US, le peuple coréen a pu reconstruire le pays et édifier une économie socialiste indépendante, guidé par le Parti du Travail de Corée dirigé par Kim Il Sung.

Il dispose aujourd'hui d'une industrie lourde puissante, d'une industrie légère, diversifiée et d'une agriculture collectivisée en voie de modernisation et d'industrialisation. Ces résultats ont été obtenus grâce à une intense mobilisation populaire selon le principe de «Djoutche» (compter sur ses propres forces).

Sur la base de cette expérience de la lutte pour l'indépendance, la République Populaire Démocratique de Corée joue aujourd'hui un rôle important dans le mouvement des non-alignés contre l'hégémonie des deux super-puissances.

La République Populaire Démocratique de Corée continue à lutter pour la réunification pacifique de la patrie. En 1972, Kim Il Sung a présenté des propositions concrètes à ce sujet, avec notamment le retrait des forces étrangères. Si Carter, avant son élection, s'était engagé à retirer les troupes US de Corée, il n'a pour le moment opéré que des retraits peu significatifs et accélère ses fournitures d'armes et d'avions au régime fantoche et fasciste du Sud.

Le peuple français apporte son soutien au peuple coréen dans sa lutte pour la réunification et l'indépendance de sa patrie, et pour l'édification socialiste.



E.B.

LE RETOUR DU BARON ATOMIQUE

Aussi sûr de lui que peut l'être un homme possédant la majorité du capital de l'un des plus gros trusts européens, le baron Empain a joué jeudi la carte de la franchise devant des journalistes avides de révélations. Il a remercié la police de lui avoir sauvé la vie lors de sa détention, mais n'a pas digéré qu'elle ait mis le nez dans ses affaires personnelles et communiqué le résultat de ses investigations à sa famille et à certains de ses collaborateurs. Qu'Edouard

Jean Empain soit capable de jouer en une soirée au poker la paie annuelle d'un ouvrier de son trust était bien connu. Que sa façon de jouer laissât parfois à désirer l'était déjà moins.

Parmi les «proches», d'ailleurs, tout le monde n'était pas transporté de joie lorsqu'il fut retrouvé, hirsute et mutilé, mais vivant. Et tout le monde n'apprécie pas de la même façon son retour des USA, où il s'était réfugié après avoir nommé René Engen

à la présidence de son groupe. «Il n'est pas possible de diriger Schneider contre le baron Empain. Je demeure le principal actionnaire du groupe. Et je reprends sa présidence effective, même si ça ne fait pas plaisir à tout le monde».

L'enjeu est en effet considérable : le baron belge, héritier d'une immense fortune par le biais des sociétés Electrorail et Schneider SA, est l'homme qui a introduit la filière nucléaire Westinghouse en

France. L'abandon de la filière française, le choix des réacteurs PWR, la constitution de Framatome, le constructeur des chaudières nucléaires en France, tout ceci fut encouragé par le gouvernement alors que deux filières US étaient en compétition, et que le CEA rechignait à abandonner la sienne. Le baron Empain a été le principal bénéficiaire, et probablement l'un des principaux acteurs de cette concentration sous bénédiction US. On comprend dès lors que certains aient voulu profiter de l'enlèvement pour déconsidérer l'homme et lui faire perdre ainsi ses pouvoirs. La manœuvre, plus ou moins relayée par la police, est allée assez loin. Mais lorsqu'on a la confiance de Westinghouse et accessoirement de Giscard d'Estaing, on ne se laisse pas facilement déboulonner.

Les ouvriers du trust (Schneider, Jeumont, Creusot Loire, Framatome, Marine...) retiendront aussi une phrase du baron à son retour : «Il faut parfois couper un membre d'un groupe, en licenciant, afin de préserver les forces vives de l'entreprise».

Barre accueilli fraîchement à Strasbourg

MENACES SUR LES SALAIRES ET L'EMPLOI

Ne quittant son hélicoptère que pour la tribune de l'exposition de Strasbourg, le premier ministre a défendu à sa façon le budget gouvernemental et les projets gouvernementaux : «Depuis deux ans, on me demande régulièrement si dans les six mois qui viennent, la France sortira de la crise. Je n'ai jamais voulu donner la moindre illusion en la matière».

Le langage a perdu son optimisme électoral, et s'est fait tout à fait menaçant à propos des salaires.

Evoquant l'épouvantail de la spirale salaires-prix, Barre a indiqué que l'Etat n'hésiterait pas à couper le crédit aux patrons qui céderaient trop facilement sur les augmentations. A propos du chômage actuel, il a reconnu, comme l'avait fait Ceyrac dans son interview au Monde, que les choses ne changeraient pas de sitôt, puisque la politique gouvernementale viserait à créer des emplois nouveaux, plutôt qu'à préserver les secteurs menacés. Traduction : le gouverne-

ment encouragera les licenciements dans les secteurs pas assez concurrentiels. Avec mépris et cynisme, il devait ajouter, alors que des ouvriers du textile manifestaient contre les licenciements : «J'ai pu constater qu'il y a de nombreuses Vosges en France. Les ressources sont rares. Le gouvernement ne peut distribuer que ce qu'il a». Même chez les officiels des tribunes, Pierre Pflimlin en particulier, on s'est senti obligé de montrer des réticences.

Instantanés

Rubrique Immobilier-location, d'un quotidien parisien : «11^e arr. 800 F mens. 2 pièces. S.d.B. Cuis. équipée. 6^e et visible vend. 13 h».

Suit l'adresse. Une petite annonce parmi tant d'autres. Alléchantes, elles sont souvent l'occasion pour les agences immobilières de se saisir d'une clientèle découragée par de multiples démarches. Excédé, après trois semaines ou un mois de recherches infructueuses, on devient moins exigeant...

10 h il est encore tôt pour cette annonce... C'est dans la rue à gauche. Elle est étroite et calme, et ne manque pas de luminosité. Quelque échoppe de cordonnier pour tout commerce. Les bâtiments présentent des

façades ravalées récemment. L'escalier est déjà beaucoup moins reluisant que la façade. Attention à la rampe ! Dangereuse... Les demi-paliers portent des traces d'humidité qui ne sont peut-être pas étrangères à la présence des WC. Au fur et à mesure de l'ascension, la cage de l'escalier se dégrade de plus en plus. A la limite de la salubrité. Et c'est au sixième... Une demi-heure à l'avance,

déjà dix personnes, attendent devant une porte. C'est pour l'annonce. «Il faut attendre, il y a d'autres visiteurs à l'intérieur» explique un jeune qui en est à sa troisième semaine de recherche. L'attente n'est pas longue. Les poutres apparentes de ce deux pièces, qui n'est en fait qu'un studio, ne réussissent pas à cacher ses dimensions étriquées. Sous les combles, il reste peu de place où pouvoir se tenir debout.

Vue imprenable, en passant sa tête par le vasistas (!) Douche : station debout impossible. La «cuisine» est intégrée dans l'unique pièce de ce splendide deux pièces (!). L'équipement consiste en tout et pour tout en une plaque chauffante. La dizaine de personnes fouille du regard tous les recoins.

«Les poutres apparentes, ça ne fait pas un appartement» lance ironiquement un visiteur à

la représentante de l'agence. «Si cela vous intéresse, remplissez la fiche».

En fait une véritable enquête policière. Tout y passe, même le nom et l'adresse «du notaire rédacteur du contrat de mariage», le cas échéant. Présenter les trois derniers bulletins de salaire. «Mais je suis chômeur», «Alors, il nous faut une justification de revenus et une personne qui se porte garante. Avec un salaire minimum de 6 000 F». /.../... Rien que ça !!

En descendant l'escalier, des discussions s'engagent : «Le propriétaire est tranquille, il est sûr de le louer. Et peut-être à des gars aussi fauchés que nous !...».

Pierre CHATEL

«Chômeur s'abstenir»